

Examen périodique universel : la Guinée sur le banc des accusés à Genève

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Après [2010](#) et [2015](#), la Guinée de retour à Genève pour son troisième cycle dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) qui consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Ce mardi 21 janvier 2020, la délégation guinéenne conduite par le ministre de la justice garde des sceaux Mamadou Lamine Fofana était à la 35^e session de l'examen périodique universel pour présenter le rapport national de la Guinée sur la situation des droits de l'homme et écouter les recommandations des autres pays membres.

La France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et le Canada n'ont pas manqué d'exprimer leurs inquiétudes suite aux violences meurtrières enregistrées ces derniers temps en Guinée.

Nous vous proposons quelques extraits des interventions

Etats-Unis, Mr. Philip Martin Cummings

France, Mr. François Gave

Voir d'autres extraits sur le fil Twitter [@RIFCHEDIALLO](#)

L'Examen

périodique universel (EPU) est un processus unique en son genre. Il consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Il s'agit d'un processus mené par les Etats, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme. Il fournit à chaque Etat l'opportunité de présenter les mesures qu'il a pris pour améliorer la situation des droits de l'homme sur son territoire et remplir ses obligations en la matière. Mécanisme central du Conseil des droits de l'homme, l'EPU est conçu pour assurer une égalité de traitement à chaque pays.

L'Examen

périodique universel (EPU) a été établi par la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolution adoptée le 15 mars 2006 et qui est à l'origine de la création du Conseil des droits de l'homme. Ce processus, basé sur la coopération, a permis à fin octobre 2011, d'examiner la situation des droits de l'homme des 193 Etats membres de l'ONU. Aucun autre mécanisme universel de ce type n'existe à l'heure actuelle. L'EPU est un des piliers sur lequel s'appuie le Conseil : il rappelle aux Etats leur responsabilité de respecter pleinement et de mettre en œuvre tous les droits de l'homme et libertés fondamentales. L'objectif ultime de l'EPU est

d'améliorer la situation
des droits de l'homme dans tous les pays et de traiter des
violations des
droits de l'homme, où qu'elles se produisent.

L'intégralité du passage de la Guinée [ici](#)

La si préoccupante crise politique guinéenne

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



RÉACTIONS. En interne ou à l'international, personnalités, partis, ONG et presse y vont de leur commentaire. Tous s'accordent à dire que l'heure est grave.

La répression a eu raison de la contestation guinéenne. Après trois jours de manifestations ayant fait au moins trois morts, le [Front national](#) pour la défense de la Constitution (FNDC), le collectif de partis, de syndicats et de membres de la société civile qui mène la protestation

depuis trois mois contre un éventuel troisième mandat d'[Alpha Condé](#),
« suspend à partir de ce jour 15 janvier 2020 les manifestations »,
selon un communiqué publié mercredi soir. À travers cette suspension, le
parti vise à « procéder dans le calme à l'enterrement de nos victimes
et permettre aux Guinéens de se réapprovisionner » en produits de
consommation. Lundi, il avait pourtant appelé à une mobilisation
« massive » et « illimitée » à travers le pays. Les victimes de cette
semaine s'ajoutent donc à [la vingtaine de civils tués depuis le début de la mobilisation](#), mi-octobre.

La diplomatie internationale inquiète

Une situation qui fait réagir à l'international. Devant la commission des Affaires étrangères à l'[Assemblée nationale](#), le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a notamment
appelé à « l'apaisement » cette semaine, tout en affirmant être
« particulièrement soucieux de la situation en Guinée ».
« C'est la situation la plus sensible aujourd'hui [dans la région] et l'engagement
du président Alpha Condé à demander une réforme de la Constitution ne
nous paraît pas être obligatoirement partagé ni par sa population ni par
ses voisins », a-t-il souligné. L'opposition en [Guinée](#) est en effet convaincue qu'Alpha Condé, élu en 2010 et réélu en 2015,
entend se représenter fin 2020 alors que la Constitution

limite à deux

le nombre de mandats présidentiels. Elle a été confortée dans ses

craintes en décembre quand le chef d'État guinéen, 81 ans, a indiqué

qu'il comptait soumettre aux Guinéens [un projet de nouvelle Constitution](#), même s'il ne s'est pas exprimé sur ses intentions personnelles.

L'homologue de [Jean-Yves Le Drian](#), Mamadi Touré, n'a guère apprécié la réaction française. Vendredi, il a rétorqué que « la République de Guinée, respectueuse de la souveraineté de tous les États, reconnaît le droit de tous les peuples du monde de faire le choix de leur avenir et de décider de leur destin. Tout comme ouverte aux débats et à la contradiction propre à la démocratie, la Guinée reconnaît à chacun de ses citoyens et à d'autres le droit et la liberté de donner leurs points de vue sur n'importe quel sujet qui ne peut faire l'unanimité dans aucun pays et dans aucune société démocratique ». « Dans le respect des lois qui la régissent, la République de Guinée rassure tous ses partenaires que ses choix tiendront compte, dans la transparence et l'équité, dans la volonté du peuple seul souverain, de ses engagements internationaux », a-t-il rappelé à la télévision nationale.

Du côté des États-Unis, le ton est le même. Tout en rappelant sa relation amicale avec le président Alpha Condé, Tibor Nagy, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, affirme : « c'est une chose de modifier sa Constitution en donnant la parole au peuple et en suivant un processus clair. Mais là où nous avons un problème, c'est quand les dirigeants changent une Constitution uniquement pour se maintenir en place », déplore-t-il sur les ondes de [RFI](#). « Nous surveillons cela de très près. Il y a eu des événements très inquiétants, avec des violences, des manifestations violentes et une répression violente. Notre ambassadeur est très impliqué et, à Washington, on regarde également cela de très près. » Sur le

changement de Constitution proposé aux Guinéens, Tibor Nagy tâtonne. « Dans ma position, il est très inconfortable de dire : ceci peut avoir lieu ou pas, ceci est bien ou mal. Car au bout du bout, ce n'est pas aux autres pays ou à quiconque d'autre de décider, c'est au peuple. Le pouvoir doit rester au peuple. »

Une crise « préoccupante » pour l'Afrique

En Afrique, peu de réactions du côté des institutions et des personnalités. L'ancien président béninois Nicéphore Soglo n'a cependant pas mâché ses mots à l'égard d'Alpha Condé. « La période des monarchies qui ne disent pas leur nom est révolue. La balle est dans son camp », a-t-il assuré après une semaine en Guinée, dans le cadre d'une mission organisée par le National Democratic Institute (NDI) en collaboration avec la Fondation Kofi Annan à l'approche des élections législatives. « Faire une nouvelle Constitution, effacer ce qu'il s'est passé avant et recommencer... ces tours de passe-passe, personne ne l'accepte plus désormais », a affirmé l'ex-chef d'État à la [BBC](#). « C'est l'un des éléments qui fait marcher les gens dans la rue, avec la répression qu'on a [...] Comme l'a dit Goodluck Jonathan [qui a accompagné Nicéphore Soglo en Guinée, NDLR], il ne faut pas attendre qu'il y ait des génocides pour intervenir. »

Des inquiétudes partagées également par les chefs religieux chrétiens de Guinée. Dans un communiqué publié par le site d'informations guinéen [Le Djely](#), ils constatent « avec une vive préoccupation les crises sociopolitiques récurrentes qui troublent et endeuillent fort malheureusement l'ensemble du peuple de Guinée ». Et déplorent « la situation sociopolitique que traverse [le] pays aujourd'hui, situation émaillée de tueries, de pillages, d'agressions violentes, de ruptures, de dialogues, d'injustice, d'impunité, d'incivisme, du non-respect des textes ».

Le calme avant « la tempête » ?

Pour la presse de la région, aussi, la situation en Guinée est préoccupante. Pour le quotidien burkinabé [Le Pays](#), Alpha Condé ne renoncera pas à sa feuille de route. « Tout porte à croire que malgré la clameur, le président Condé – qui est toujours resté droit dans ses bottes face à la mobilisation de son peuple tout en faisant la sourde oreille aux appels à la – est décidé à aller jusqu'au bout de sa forfaiture qui fait de moins en moins l'objet de doute », est-il écrit dans un article publié le 16 janvier. « Quoiqu'il en soit, avec la montée en flèche de la tension, la situation en Guinée est devenue fort préoccupante », poursuit le journal.

Dans [son dernier rapport mondial sur les droits de l'homme](#), Human Rights Watch (HRW) n'est, elle non plus, pas tendre avec la Guinée. Pour l'ONG, il y a eu, en 2019, une répression croissante des libertés de réunion et d'expression. « La répression brutale des manifestations par le gouvernement guinéen et l'impunité quasi totale pour les abus commis par les forces de sécurité est la recette d'une détérioration préoccupante de la situation en matière de droits humains », avait d'ailleurs déjà affirmé en octobre Corinne Dufka, du bureau Afrique de l'Ouest de HRW. « Au lieu d'arrêter des dirigeants de la société civile, le gouvernement devrait enquêter sur les inquiétantes allégations de violences, y compris par les forces de sécurité, et sanctionner les responsables. »

Une opinion répétée dans le rapport publié ces derniers jours. Et que les autorités guinéennes, à l'image du ministre guinéen

de la Sécurité et de la Protection civile, Damantang Albert Camara, n'ont guère apprécié. « Nous sommes conscients qu'il y a un enjeu très important à déterminer les violences qui se déroulent pendant les manifestations, à rechercher les auteurs des crimes qui font aussi mal au gouvernement. [...] Cette volonté, nous la partageons, à condition que cela se passe dans la sérénité et qu'il n'y ait pas, des fois, des prises de position qui ne se justifient pas », a-t-il réagi. Pour *Le Pays*, la crise en Guinée n'en est en tout cas qu'à ses débuts. « On se demande si la trêve annoncée n'est pas une veillée d'armes qui annonce une grande tempête », s'inquiète le journal. Les prochaines manifestations, annoncées par le FNDC les 21 et 22 janvier prochains, donneront le ton.

Cet article est republié à partir de lepoint.fr. Lire l'original [ici](#)

Manifestations en Guinée: la situation inquiète Human Rights Watch

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020

The logo for Human Rights Watch, consisting of a blue square with the words "HUMAN RIGHTS WATCH" in white, uppercase, sans-serif font, stacked vertically.

HUMAN
RIGHTS
WATCH

[NDLR]

Interrogé ce [mercredi 15 janvier 2019](#) à l'assemblée nationale par [Bruno Fuhs](#), député de la 6^e circonscription du Haut-Rhin, Jean-Yves Le Drian le chef de la diplomatie française s'est prononcé sur la situation politique en Guinée.

Extraits choisis par notre rédaction

Questions de Bruno Fuhs

Réponse de Jean-Yves Le Drian

Répression des manifestations en Guinée: les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Répression des manifestations contre le projet de nouvelle Constitution en Guinée : la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

VOA



Guinée

janvier 15, 2020

AFP



Un troisième mort en deux jours, heurts et scènes de saccage en Guinée



SAUDI GAZETTE

Two dead in Guinea at start of sweeping anti-government rally

January 14, 2020



HIGHLIGHTS

0 days ago

US-Iran war would bring 'untold chaos' warns Jordan's king

0 days ago

Antetokounmpo shows no mercy as E rout Knicks, Jazz win 10th straight

0 days ago

Family of dead Franco-Irish teen push inquest in Malaysia

0 days ago

Putin proposes referendum on constitutional changes

RFI

rfi AFRIQUE

ÉCO



DIRECT

Rafraîchir

«Mobilisation illimitée» en Guinée: timide retour au calme après des heurts



LE POINT



Actualité > International > Afrique

Guinée : la répression s'accroît contre les manifestants

Situation confuse en Guinée, où le bilan de la répression s'alourdit encore. Malgré tout, l'opposition poursuit son combat contre un éventuel troisième mandat.

Par Le Point Afrique

Publié le 14/01/2020 à 17:31 | Le Point.fr



LS avec fogl1onf.com...

EN CONTINU	
11H26	N'Goné Fall : « Africa2020, c'est l'Afrique qui parle d'elle-même »
07H35	Cellou Dalein Diallo : « Faire barrage à la mascarade électorale »
03H33	Sahel, une équation terroriste à résoudre d'urgence
17H31	Guinée : la répression s'accroît contre les manifestants
12H41	Libye : un cessez-le-feu en trompe-l'œil ?

Voir toute l'actualité en continu

 Suivez facilement l'actualité grâce à nos newsletters >

LE FIGARO



Lire le journal

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

Accueil > Actualité > Flash Actu

Un troisième mort en deux jours, heurts et scènes de saccage en Guinée

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 22:28

Les violences politiques ont fait un nouveau mort mardi en Guinée, en proie à une intensification de la contestation contre le projet de troisième mandat attribué au président Alpha Condé, a-t-on appris de sources gouvernementale et hospitalière. La victime, identifiée comme Souleymane Barry par le ministère de la Sécurité, est au moins le troisième civil tué par balle depuis lundi. Au total, au moins 23 civils et

AFRICA RADIO



Les violences politiques ont fait un nouveau mort mardi en Guinée, en proie à une intensification de la contestation contre le projet de troisième mandat attribué au président Alpha Condé, a-t-on appris de sources gouvernementale et hospitalière.

La victime, identifiée comme Souleymane Barry par le ministère de la Sécurité, est au moins le troisième

AA

The image is a screenshot of a news article from AA. At the top left is the AA logo and '100+years 1920-2020'. The top navigation bar includes links for AFRIQUE, MONDE, ÉCONOMIE, TURQUIE, POLITIQUE, SPORT, INFOGRAPHIE, VIDÉO, and PHOTO. Below the navigation is a red box with the word 'AFRIQUE'. The main headline is 'Guinée : un nouveau décès lors des manifestations' in large white text. Below the headline is the sub-headline 'Le Gouvernement récusé la cause de la mort.' and the author 'Lassaad Ben Ahmed | 15.01.2020'. The bottom part of the image shows a blurred map of West Africa with labels for 'SENEGAL', 'GUINÉE', 'Kiffa', and 'Kayes'.



NEWS / AFRICA

Why are Guineans protesting? All you need to know

Guinea has been hit by mass demonstrations over constitutional reform since mid-October.

13 Jan 2020





QuickTake by Bloomberg 

@QuickTake



2 people were killed in protests in Guinea on Monday as the opposition accused President Alpha Conde of trying to extend his rule by changing the constitution

[Traduire le Tweet](#)



WEST INFOS

Guinée : nouvelle protestation contre un troisième mandat pour Alpha Condé, un manifestant tué



AFP

Two dead in Guinea at start of sweeping anti-government rally

 AFP • January 13, 2020



What to Read Next

Le Monde **Afrique** · GUINÉE

Partage

En Guinée, deux morts lors d'une journée de mobilisation contre le président Alpha Condé

Un collectif de partis, de syndicats et de membres de la société civile se bat contre le projet prêté au chef de l'Etat de briguer un troisième mandat fin 2020.

Le Monde avec AFP · Publié aujourd'hui à 10h24, mis à jour à 11h12

Lecture 2 min.



Les plus lus



[Accueil](#) » [Actualités](#) » [International](#) » [Sénégal](#) »

Guinée: Deux jeunes tués lors de la grande manif anti-Condé

Par Ankou Sodjago ● 13/01/20 à 23:03

Deux ieunes manifestants ont été tués lundi en Guinée. au cours

NEW STRAITS TIMES

Wednesday, 15 January 2020, 5:41 AM

Home > World

3 minute read

Violence erupts as thousands protest against Guinea government



TV5 MONDE

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

L'actualité en Guinée [En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?](#)

Deux morts en Guinée pour le début d'une mobilisation anti-Condé





Le journal Afrique

@JTAtv5monde



En [rép.de #Guinée](#), le [#FNDC](#) appelle la population à se mobiliser sans relâche contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé. En deux jours, au moins trois personnes sont mortes à "Conakry et en province.



Rép. de Guinée: la mobilisation à l'appel du FNDC se poursuit

RT FRANCE

Guinée : deux morts dans des manifestations contre un troisième mandat d'Alpha Condé (VIDEOS)

14 janv. 2020, 12:05



BBC

Deux morts lors des manifestations du FNDC en Guinée

🕒 14 janvier 2020



🔗 Partager



OKAY AFRICA



Photo by Cellou Binani/AFP via Getty Images

Two Protesters Have Been Killed During Continued Anti-Government Protests in Guinea

Thousands of Guineans continue to protest against President Alpha Condé seeking a third term.

Guinea continues to be engulfed in anti-government protests which started in mid-October of last year. The protests are in response to proposed amendments to the West African country's constitution which will see President **Alpha Condé** running for a third term in this year's elections.

Deux phrases pour éviter le chaos [Par Lamarana Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Depuis un certain temps, la situation socio-politique guinéenne est des plus préoccupantes car elle met en danger la paix sociale. Elle menace les fondements de la nation, la sécurité des citoyens, le vivre-ensemble souvent mis à mal par les systèmes politiques successifs.

A nouveau, notre peuple est face à de grands défis et enjeux à relever pour de nouvelles perspectives d'avenir. Il a su les relever par le passé en empruntant la voie de l'indépendance en 1958 et de la démocratie dans les années 90.

Le chemin à emprunter pour les atteindre serait des plus aisés si ce n'est l'obstination d'un système, d'hommes et de femmes qui semblent être sourds aux bruits alentours, aux voix de l'histoire et à la toute-puissance de la force du verbe : c'est-à-dire le dialogue.

Ces tares ont leur corollaire en mode de mauvaise gouvernance : corruption, gabegie, laisser-aller, immoralité intellectuelle et professionnelle. Des méthodes et pratiques de gouvernance qui semblent avoir fait leur temps car un nouveau soleil pointe à l'horizon et commence à illuminer la Guinée.

**Le mur de la peur est
tombé**

Les

Guinéens ont très longtemps subi la mal-gouvernance et ses conséquences sur l'épanouissement de la nation et la consolidation des valeurs démocratiques.

Au fil du temps, ils ont eu l'intime conviction que les systèmes passent et les pratiques restent. De déceptions à soubresauts, ils sont désormais en phase de passer de la frustration à la revendication et à la révolte. Si ce n'est à la révolution sociale tout simplement.

Les mouvements de contestation, sources d'inspiration du changement qui pointe en Guinée font lésion : les printemps arabes (2010-2011) ; « La tempête de Ouaga » (c'est de moi) ou la deuxième révolution burkinabé, qui mit fin en 3 jours au pouvoir de Blaise Compaoré. Encore plus frais et en cours, la « Révolution du Sourire » ou le printemps algérien (février 2019- novembre 2019).

Autant dire que la situation actuelle que connaît la Guinée ne tombe pas du ciel. Le pouvoir aurait mieux fait de comprendre que le peuple ne peut plus se murer dans la peur, le silence complice et la subordination coupable. Ainsi mettrait-il fin à sa surdité, son indifférence, son arrogance et son cynisme en apportant la réponse aux maux qui rongent le pays.

Mais les attitudes et propos de certains caciques du système qui banalisent la mort des citoyens montrent que nous en sommes loin. Leur raisonnement belliqueux est

le corollaire des répressions macabres des forces de l'ordre qu'ils justifient dans ces termes : « Si une manifestation est violente, l'État a aussi le devoir régalien de maintenir l'ordre public ». On ne peut mieux se montrer complice des actes criminels qui ont coûté la vie à plus d'une centaine de citoyens.

Ces derniers jours, ce sont les chantages et les discrédits qui ont fait surface. Des personnes, de la même trempe que la précédente, qualifient l'opposition républicaine et le FNDC de djihadistes. Oublient-elles que nul ne les écoute plus tant elles n'inspirent pas confiance.

Loin de comprendre que le sens de l'histoire a pris une autre tournure, de telles personnes se confortent dans le déni de l'imminence d'un changement de mode de gouvernance.

La Guinée attend son printemps

Depuis 1958, la Guinée a fait de grands pas en avant. Certes, elle a été freinée dans sa marche par les maux évoqués plus haut. Cependant, nul ne peut nier la vaillance de notre peuple dans son combat pour la démocratie et l'Etat de droit.

Un peuple qui a envoyé le Parti Démocratique de Guinée (PDG) au musée et conduit le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) à la morgue. L'obstination dont font preuve certains idéologues du RPG risque d'avoir les mêmes conséquences.

En tout état cause, l'évolution ne saurait s'interrompre. Les systèmes politiques

guinéens n'ayant su s'adapter ni aux marqueurs historiques, démographiques, politiques, sociaux ni aux nouvelles aspirations des jeunes générations doivent céder la place.

Le chômage des jeunes est galopant. L'école et le système scolaire sont délaissés. Les perspectives d'avenir sont bouchées alors que l'exode interurbain (ou rural) est des plus élevé.

Les jeunes guinéens empruntent les routes de la mort plus que quiconque. Leur nombre est effarant en Europe : il dépasse de loin ceux des pays en guerre du proche et moyen orient ou d'ailleurs. A contrario, la population guinéenne est parmi les plus jeunes.

L'opportunité de changement découle de cette réalité. Si les tentatives ont échoué par le passé, elles ne montrent pas moins que les Guinéens connaissent le chemin de la démocratie. Qu'ils ont été des artisans de la lutte contre les pouvoirs oppressifs coloniaux et post-indépendances.

Si le FNDC n'est pas directement lié à cette généalogie historique et politique de combat pour la défense des droits et devoirs, il n'en est pas moins un élément du chaînon. Il est une nouvelle étape de la lutte pour

l'émancipation. En tant que
tel, il peut être exposé aux risques d'échec. Je ne reviendrai
pas
là-dessus
(voir mon article : « Troisième mandat, la messe serait-elle
dite » ?
in Le Populaire, n°698, 23/12/2019).

Si
ce n'est pas la première fois que nous vivons une coalition
entre force
politique, civile et/ou syndicale, les revendications
actuelles semblent annoncer
la fin d'un cycle. En effet, depuis
les premières mobilisations d'octobre 2019, les Guinéens
bravent la pluie, la poussière,
la faim, la soif et les misères quotidiennes en quête de la
réponse à la
question qu'ils se posent : le président Alpha Condé veut-il
un troisième
mandat ? L'annonce du 31 décembre a levé un coin du voile.
Depuis, la
liste de morts ne fait que s'alourdir. Pourtant, à défaut
d'être évité, on peut
y mettre fin.

Deux
phrases, deux simples phrases peuvent suffire

Monsieur
Alpha Condé peut éviter le pire à la Guinée s'il est resté
celui qu'il était dans les années 70. Celui qui
faisait le tour des universités françaises pour convaincre les
étudiants
africains de lutter contre les pouvoirs à vie et les
dictatures.

S'il

est resté le même homme qui combattit pour le panafricanisme, il donnera l'exemple aux générations africaines, actuelles et futures.

Mais, bon nombre d'analystes pensent que l'homme n'a pas seulement changé. Il s'est métamorphosé, estiment-ils. Au cas contraire, il n'aurait jamais tenté d'imposer une nouvelle constitution, premier pas vers un troisième mandat, aux Guinéens.

Ceux qui ont connu M. Alpha Condé sont persuadés que le président guinéen a changé de cap et de vision en se lançant dans une perspective qui pourrait faire basculer son pays dans un conflit aux conséquences imprévisibles. En dépit de tout, ils sont encore nombreux à croire qu'il peut encore rattraper la balle au bond.

Pour cela, il a une seule chose à faire. Un seul acte qui effacerait tous les ratages, toutes les déceptions et lui donnerait l'image de l'homme auquel il s'est toujours identifié en se qualifiant « le Mandela de la Guinée ».

Dès lors, il rentrerait dans l'histoire au sens noble du terme. Il ouvrirait une nouvelle page de l'histoire guinéenne et au-delà dans laquelle s'identifieront ses contemporains et les générations futures. Il n'a qu'un pas à franchir avec des mots simples et salvateurs :

« Je renonce au changement de constitution ».

« Je
ne suis pas candidat à un troisième mandat ».

Ces
deux phrases vaudront toutes les phrases célèbres de
l'histoire. Les Guinéens échapperont
alors à la dimension dramatique qui se joue
actuellement pour lui donner une tournure humaine et
fraternelle. Ainsi, notre
pays aurait pallié au pire.

Tendons
les oreilles d'ici-là pour accueillir l'Aube nouvelle.



Par M. **Lamarana Petty Diallo** , Guinéen- Professeur Hors-
Classe, lettres-histoire, Orléans- France

**Le FNDC « interpelle les
Forces de défense et de
sécurité à assumer pleinement**

leur rôle républicain » [Déclaration]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Engagé à intensifier les manifestations à partir du 13 janvier 2020 pour exiger l'abandon du projet de nouvelle constitution dont le seul objectif est de permettre à Alpha Condé de se représenter pour un 3^e mandat, le FNDC « **exhorte les Forces de défense et de sécurité à la retenue, à renoncer à toute forme de violences et à respecter le droit des citoyens à manifester contre le coup d'État civil à partir du lundi 13 janvier 2020** ».

DÉCLARATION

L'imminence d'un coup d'État civil a été officiellement annoncé par le Président Alpha Condé le 19 décembre 2019. En conséquence, le FNDC interpelle les Forces de défense et de sécurité à assumer pleinement leur rôle républicain, à tirer les leçons du passé et à refuser d'être un instrument de répression sanglante contre son peuple.

Est-il nécessaire de rappeler le contexte et le rôle fondamental qu'a joué l'armée guinéenne dans l'instauration de la démocratie et de l'État de droit par le transfert du pouvoir aux civils conformément à la «

Déclaration

conjointe de Ouagadougou » le 15 janvier 2010 ?

Tous les sacrifices humains et matériels qui ont été consentis durant cette période sombre ne sont-ils pas suffisants pour garantir l'alternance démocratique en Guinée?

En dépit des réformes engagées en son sein, les forces de défense et de sécurité sont-elles prêtes à ternir davantage leur image de sang et à être la risée des autres armées républicaines de la sous-région en obéissant aveuglément aux ordres manifestement illégaux d'un pouvoir civil qui est, en partie, le fruit de leur renoncement?

Depuis le 14 octobre 2019, le peuple de Guinée démontre de façon résolue et pacifique son opposition catégorique au coup d'État constitutionnel à travers de gigantesques manifestations sans précédents.

La communauté internationale et, plus particulièrement, celle ouest africaine s'est clairement désolidarisées du projet illégal et inopportun de changement de constitution pour un 3eme mandat en faveur de M. Alpha Condé.

En dépit des protestations populaires, de toutes les mises en garde officielles et officieuses, M Alpha Condé et son clan d'arrivistes se radicalisent davantage et se montrent plus sourds que jamais. Comme

conséquences de leur obstination, on dénombre à ce jour des centaines d'arrestations, des centaines de blessés et 26 jeunes (âgé de 14 ans à 32 ans) tous impunément tués par balles. Il est inacceptable que tant de crimes ignobles soient commis en vue d'imposer un pouvoir à vie au profit d'un vieillard de plus 82 ans qui pense que son âge, sa fonction et le temps seront une excuse ou un échappatoire.

Les Forces de défense et de sécurité comprendront-elles que l'on veut leur charger de tirer les marrons du feu?

Il est certain que M Alpha Condé est déterminé à exécuter toutes les menaces qu'il a lui-même proférées contre son propre peuple. Pire, le régime s'active actuellement à planifier des affrontements ethniques dans plusieurs régions du pays en vue de créer le chaos qui servirait de prétexte à leur projet machiavélique.

Le FNDC dénonce ce cynisme, alerte la communauté internationale et invite les populations à s'opposer farouchement à la division qui est devenue l'ultime stratégie de ce clan de pilleurs et d'arrivistes.

Nous rappelons que l'armée est une institution de la République. A ce titre, la sauvegarde de l'unité nationale, la lutte pour le respect de la Constitution et de l'alternance démocratique sont un devoir sacré qui s'imposent à

l'ensemble des forces de défense et de sécurité au même titre que les institutions civiles de la République.

Le FNDC exhorte les Forces de défense et de sécurité à la retenue, à renoncer à toute forme de violences et à respecter le droit des citoyens à manifester contre le coup d'État civil à partir du lundi 13 janvier 2020.

Vive la République !

Vive la Guinée !

Pas de Référendum ! Pas de 3ème Mandat !

Pas de Coup d'État Constitutionnel !

Vive l'alternance démocratique dans un climat apaisé!

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons!
Conakry, le 11 janvier 2020.

**La Guinée va manifester
contre son président qui veut
rester au pouvoir**

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Le pays d'Afrique de l'Ouest s'apprête à vivre une journée à haut risque jeudi avec des manifestations massives contre le chef de l'Etat Alpha Condé.

C'est un pays dont on parle rarement : la [Guinée](#), et ses 13 millions d'habitants (dont la moitié a moins de 20 ans). Un pays situé entre le Sénégal, au nord, et la Côte d'Ivoire, au sud. Des manifestations massives s'y préparent, jeudi 26 décembre, dans cette ancienne colonie française, en particulier dans la capitale Conakry. Vingt partis de l'opposition appellent à défiler contre le président [Alpha Condé](#). Ils s'élèvent contre les manœuvres du président pour rester au pouvoir.

À 81 ans, Alpha Condé achève son deuxième mandat, ses dix années à la présidence, et il semble bien décidé à ne pas lâcher les rênes. Jusqu'à présent, c'était seulement une rumeur. Mais le 19 décembre, Alpha Condé est effectivement sorti du bois. Il veut faire adopter par référendum une nouvelle Constitution, qui instituerait un mandat présidentiel de six ans renouvelable (et non plus cinq ans renouvelable). Sous-entendu : les compteurs seraient remis à zéro, et il pourrait alors rester 12 ans de plus ! C'est un classique en Afrique : au cours des 20 dernières années, pas moins de 11 leaders ont ainsi fait modifier la Constitution de leur pays pour se maintenir au pouvoir. L'opposition guinéenne est évidemment vent debout et dénonce "une mascarade".

Dix ans au pouvoir, 12 ans de plus ?

Même

si les marches se veulent pacifiques, le risque est élevé de voir la

journée dégénérer, vu les habitudes répressives du pouvoir.

Les

premières manifestations ont débuté il y a deux mois, depuis que la

rumeur court de cette révision constitutionnelle. Les affrontements [ont déjà fait 20 morts](#),

et plusieurs leaders de l'opposition ont déjà été brièvement

interpellés. Alpha Condé voit dans ces protestations une "atteinte à

l'ordre public".

La Guinée est familière, dans son histoire, des répressions violentes. Il y a 10 ans, 157 personnes, opposantes à la junte militaire de l'époque, avaient été tuées lors d'un véritable massacre. À l'origine, Alpha Condé est pourtant un adversaire historique de la dictature militaire. Il a été le premier à instituer un régime véritablement civil en Guinée. Mais comme beaucoup d'autres sur le continent, il s'accroche désormais au pouvoir et refuse l'idée même d'une alternance.

Les visées du parrain russe sur la bauxite

Jusqu'à

présent, la communauté internationale ne dit pas grand-chose !

Pour

l'instant c'est silence radio. Mais les grandes ONG et les principales

institutions internationales (notamment l'ONU) ne cachent plus leur

inquiétude.

Alpha Condé possède un parrain : la Russie de Poutine, qui ne cesse de s'implanter davantage en Afrique noire. L'ambassadeur russe a déjà manifesté son soutien à la réforme constitutionnelle, et on prête aux compagnies russes l'intention de tirer profit de la situation, en obtenant de nouvelles concessions d'exploitation dans le pays. Si les Guinéens sont pauvres, en revanche le sous-sol de la Guinée est riche : de l'or, des diamants, et surtout les premières réserves au monde de bauxite, d'où est extrait l'aluminium.

Cet article est republié à partir de francetvinfo.fr. Lire l'original [ici](#)

Mis à jour de l'information

Le front national pour la défense de la constitution (FNDC) a reporté sa marche prévue ce jeudi, 26 novembre. Elle se tiendra finalement le lundi, 6 janvier 2020.

Lisez le communiqué



Appel au FNDC pour une lecture plus audacieuse des

enjeux [Par L. Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Les Guinéens

sont tenus en haleine depuis près d'un an par l'affaire du troisième mandat méticuleusement, soigneusement et presque obsessionnellement montée par le RPG- et le gouvernement.

Hésitante,

indécise et tatillonne aux premières rumeurs méthodiquement distillées par le pouvoir, l'opposition guinéenne semblait avoir pris la mesure de l'enjeu : sa survie ou sa mort politique.

Depuis trois

mois, elle mobilise militants et sympathisants mais aussi tout guinéen opposé à la modification de la constitution actuelle ou à la mise en place d'une nouvelle, prélude à un troisième mandat.

Le solde des

mobilisations des mois passés s'élève à 26 morts et des dizaines de blessées : un nombre qui alourdit le bilan macabre de plus de cent morts depuis « l'élection d'Alpha Condé » à la présidence.

Dans son combat contre toutes perspectives de violation de la constitution de mai 2010, l'opposition et la société civile se sont regroupées en front national de défense de la constitution (FNDC).

L'engouement soulevé par cette nouvelle entente n'a pas permis de bien creuser quelques failles : l'absence des organismes syndicaux et la manière de cooptation des différentes entités politico-associatives qui constituent le FNDC semblent le démontrer.

Quand on voit des jeunes désœuvrés dénoncer le front, accuser les anciens premiers ministres ou ministres de tous les maux, on comprend aisément qu'il s'agit de petits opportunistes infiltrés. Cela conforte l'idée d'absence de sélection, de contrôle tout au moins, qui aurait justifié ou empêché l'appartenance au FNDC. Mais les failles et les insuffisances ne se limitent pas à cet aspect des choses.

L'annonce, le 19 décembre 2019 d'une nouvelle constitution, la marche vers un troisième mandat pour M. Alpha Condé, soulève bien de questions sur la solidité et les limites du FNDC.

En effet, la réaction du front au lendemain du discours du président

guinéen, n'est pas,
pour bon nombre de Guinéens à la hauteur de l'enjeu et ne
semble pas répondre
leurs attentes.

La seule
initiative envisagée par l'opposition et le FNDC repose encore
sur les
manifestations qui, de surcroit, ne sont pas immédiates. Non
seulement, il
faudrait attendre la fin de Pacques et de la Saint Sylvestre
(le 31 décembre
2019) mais aucune autre action d'envergure n'est programmée.

Entre temps, la nouvelle constitution est là : elle a pointé
son nez
dans un premier temps. Aujourd'hui, elle est dans la maison de
tout Guinéen.
Elle risque de diviser les familles, de s'interposer entre les
époux, les amis,
les frères et les sœurs, de monter dans les lits et les
plafonds. Elle rôde
déjà autour des voisinages avant de les opposer. Espérons
juste à couteau tiré
et non en bruit de canon.

Pourtant,
que n'avons-nous entendu : « Si Alpha Condé osait ; le jour
où Alpha Condé dira qu'il est candidat ; le jour où... » Et il
est bien
arrivé ce jour. L'éléphant n'a pas accouché d'une souris du
côté du pouvoir.

La souris
semble venir du FNDC car les Guinéens s'attendaient à autre
chose que :
« vu que ; compte tenu de ceci et cela, en raison de
l'approche des

fêtes... ; dès début janvier ; on n'est pas d'accord ; on ne laissera pas faire ; il n'y aura pas telle ou telle chose tant que telle ou telle exigence n'est pas satisfaite... ».

Toute une litanie de menaces qui n'ébranleraient pas un chef de quartier à plus forte raison un Président de la République. Même si ce n'était la nôtre.

Le temps n'est plus au discours. Les blablateries ne feront pas partir le président guinéen, ni les danses, les folklores, les Mamayas en l'honneur de nos leaders. Pas plus que l'hymne du FNDC. Il faudrait bien autres choses et le FNDC doit :

- Montrer clairement

quelle est sa finalité. Son objectif est bien connu. D'après ce qu'il dit, c'est : « s'opposer à toute nouvelle constitution ; empêcher le troisième mandat pour M. Alpha Condé ». Mais la constitution nouvelle (qui n'apporte de nouveau que les 6 ans à la place des 5 et la fin du statut de chef de file).

Une finalité n'est pas un objectif : le dernier fixe un but. Le second détermine l'issue, la manière, la méthode, la stratégie d'y parvenir. Si les marches et autres manifestations ont pour objectif ce qui est énoncé plus haut, les Guinéens ont besoin de connaître qu'elle est la finalité fixée.

-Se poser

les bonnes questions : tout bon résultat dépendant de la manière de se questionner, le FNDC doit savoir s'il doit continuer à appeler à marcher pour continuer de mourir ou s'il doit changer d'optique et de stratégie politique.

On sait bien que les marches se sont révélées, jusqu'à présent, improductives, dépeniées, meurtrières. Qu'elles ont apportés plus de morts que de solutions.

Cela sous-entend qu'il ne sert plus à grand-chose d'aller manifester pour marcher vers sa tombe. En clair, le FNDC doit appliquer le principe politique : « à situation nouvelle, orientation et stratégie nouvelles ».

-Se remettre

en cause : toutes les organisations qui composent le FNDC devraient non seulement faire leur autocritique mais aussi accepter la critique.

-Se

débarrasser de certaines habitudes en cours au sein des partis traditionnels : très souvent les louangeurs occupent le haut du pavé en Guinée. Leur langue mielleuse, leur vocabulaire laudatif avec tous les superlatifs inimaginables, leur médiocrité est bien accueillie et prime sur les réflexions des cadres et intellectuels. Dès lors, la médiocratie instaurée en système, tout bord politique confondu, plombe l'avenir du pays.

-Se donner

une lecture plus audacieuse des enjeux du pays. Le premier enjeu pèse sur le FNDC sur lui-même en tant que porte-flambeau des Guinéens déçus du pouvoir en place et qui cherchent une alternative. Le tout est de savoir s'il peut satisfaire cette perspective en évitant la reproduction du passé.

-Dépasser

les enjeux liés aux simples relations entre partis politiques traditionnels de certaines habitudes en cours : dans cette perspective, les présidents des partis politiques qui concourent à l'accession au pouvoir devraient avoir un nouvel état d'esprit en dépassant les égos personnels : être à l'affût tout en se disant, si ce n'est pas moi, ce ne sera pas toi.

-Se révéler

réellement comme une nouvelle structure qui tranche avec les anciennes : les forces vives ont combattu pour un idéal bien connu à l'époque. Le combat du FNDC ne peut s'assimiler à celui-là.

Aujourd'hui, on est face à un pouvoir bien installé qui se fait prévaloir d'être démocratique alors qu'il est viscéralement dictatorial et ethnocentrique. Les armes ne peuvent pas être les mêmes. Tout comme les méthodes. Il faut plus de détermination, d'audace. Surtout de clarté dans la ligne suivie.

-Les

discours et les manifestations récurrentes doivent céder le

pas à l'action

immédiate. Les Guinéens ont entendu toutes sortes de menaces comme soulignées plus haut. Ils se disent où sont-elles passées ? Des jours se sont écoulés.

M. Alpha

Condé a lancé le pavé dans la mare. Il s'en est allé papoter tranquillement avec ses pairs. D'aucuns aussi avides de troisième mandat qu'il ne l'est tendaient l'oreille. Ils seront désormais plus attentifs et sûrement très avenants au cas où le triple mandat passe. Surtout s'il était agrémenté à la guinéenne de 2 fois 6 ans.

-Les partis

politiques membres du FNDC doivent arrêter toute participation à quelque

processus électoral que ce soit. Il est absurde de vouloir la fin d'un système et siéger avec lui dans les institutions nationales. Il est tout autant contradictoire et inconséquent de réclamer des élections, d'assister impuissant à l'arrêt du processus sans qu'il ne soit achevé et vouloir y participer pour gagner.

Aucune

élection ne devrait (ne doit tout simplement) avoir lieu dans les conditions actuelles. Mais ce ne sont pas les déclarations à l'emporte-pièce qui les empêcheront. Il faut s'en donner les moyens. Tous les moyens.

Si certaines

de ces préconisations n'étaient pas prises en compte, il est

fort à craindre
que la messe ne soit dite pour le FNDC, les partis politiques
et associations
qui le composent.

Une telle
éventualité est d'autant plus probante que la réaction du FNDC
à la déclaration
du président Alpha Condé n'est pas, au risque de me répéter, à
la hauteur ni
des enjeux ni des attentes.

Le FNDC
risque fort bien de se dévoyer et de rejoindre la longue
lignée des mouvements,
soit mort-nés, soit de feu de paille et sans lendemain qui ont
déçu les
guinéens après les avoir tant fait rêver. Pour l'éviter, il
doit se montrer plus
conséquent, plus ferme, plus réactif et de la bonne manière.

Il doit prendre la mesure afin de ne pas rater le coach en se
diluant dans des annonces et des marches sans lendemain. En se
contentant de
discours et de prévenances face aux actions concrètes du
pouvoir.

La FNDC
devrait savoir qu'au-delà du troisième mandat, c'est l'enjeu
du pays et de
l'opposition guinéenne, dont il est partie prenante, qui se
joue depuis jeudi
19 décembre 2019.

*A l'opposition toute entière de faire peau neuve pour
survivre et sauver le pays. C'est la seule manière de montrer
aux Guinéens qu'ils n'ont pas perdu du temps en se battant à
ses côtés.*

Enfin, une chose est sûre : M. Alpha Condé et son système ne perdent pas de temps et ne s'embarrassent de rien : ni de leur survie ni du devenir du pays.

Mais le peuple de Guinée saura jouer sa partition avec ou sans les uns et les autres.



Par M. **Lamarana Petty Diallo** , Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

NB: Le titre initialement choisi par notre contributeur était *Troisième mandat: La messe serait-elle dite ?*

Entre colère et révolte, la twittosphère #224 dénonce la nouvelle constitution

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Le problème



Les réactions



Cheikh Fall™ ✓
@cypher007



#GUINÉE - Alpha Condé passe à l'acte ! Violer la constitution pour se pérenniser au pouvoir. Il vient de céder à la tentation en proposant un projet de nouvelle constitution malgré les alertes et contestation du Peuple Guinéen.

Alpha, c'est vraiment ConDeh.



NOUVELLE CONSTITUTION...



Article 38. Le Président de la République exerce le droit de grâce.

Article 39. Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des Ministres. Il fixe par décret les attributions de chaque Ministre.

Il nomme à tous les emplois supérieurs civils et militaires qui sont déterminés par voie réglementaire.

Article 40. Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six (6) ans, renouvelable une fois.



Delphine Il 
@Delphinell

Triste pour toute la sous-region. Encore plus que jamais [#Amoulanfé](#). Ça ne marche pas! L'alternance ! Pas d'eau, pas d'électricité. Le choléra chaque année en septembre. Les albinos en pagaille à la peau craquelée et rougie sous le soleil en train de mendier. Le niveau scolaire



Sally Bilaly Sow™  @sbskalan · 19 déc.

Alerte  ! Le President Alpha Condé vient ouvertement d'annoncer son souhait d'adopter une nouvelle Constitution. Cf la capture d'écran du projet. Qu'attendez-vous encore ? [#Amoulanfe](#)

BUREAU DE PRESSE



PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

PREAMBULE

P.3

TITRE PREMIER. DE L'ETAT ET DE LA SOUVERAINETE

P.5

TITRE II. DES DROITS, LIBERTES ET DEVOIRS



will ross 
@willintune

Fury from opposition politicians in Guinea as 81 year old president Alpha Conde says he wants a referendum to change the constitution. He's due to step down next year after serving maximum 2 terms. At least 20 people have been killed by police in recent weeks during protests

[Traduire le Tweet](#)

11:37 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)



ibra hima
@IbrasoryA

Je me demande vraiment qui est entrain de
CONVAINCRE ALPHA CONDÉ (@President_GN) qu'il
peut réussir ce projet satanique de 3ème mandat.

Ils profitent de la vieillesse de KORO pour lui berner,
sauvons notre compatriote et aidons le à partir en paix
en 2020.

[#Amoulanfe](#)

11:33 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)

5 Retweets 17 l'aime



Fary Ndao 🇩🇪 🇵🇸
@ndaofary

Malgré les morts parmi les manifestants guinéens, le
président Alpha Condé, 81 ans, atteint par la limite de
mandats, décide de soumettre un référendum qui lui
donnerait la possibilité de briguer un 3e mandat.
L'Afrique politique semble être une tragédie de mauvais
goût.



Matthieu Millecamps @MattMillecamps · 20 déc.

#Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution
rfi.my/54tn.T via @RFIAfrique

8:03 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)



Toulaye Diallo
@Toulayetata



Je ne voulais rien dire mais je veux quand même dire ceci: La meilleure manière de répondre à cette foutaise, est de se mobiliser et de demander le départ de Alpha Condé sans aucune condition!

[#Amoulanfé](#) [#AmouFuckingLanfé](#) [#Guinée](#) [#Kibaro](#)
[#2020UnAutre](#)

1:17 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)



Jeffrey Smith ✓
@Smith_JeffreyT



"Conde's election victory in 2010 raised hopes for democratic progress in [#Guinea](#) after decades of authoritarian rule."

Now, just another despot looking to manipulate his country's constitution in order to remain in office past his expiration date.

[Traduire le Tweet](#)





Karim

@AKarim_Bangoura



«Pour le président guinéen, la Constitution de 2010 en vigueur, est un "concentré d'intérêts corporatistes" ».

Mais la nouvelle constitution est à quelques articles près identique à l'existant. Qu'est ce qui a été corrigé? Quelle nouvelle réalité prend-elle en compte?



BBC News Afrique  @bbcafrique · 23h

#AlphaCondé annonce une nouvelle Constitution bbc.com/afrique/media-...

9:57 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for iPhone](#)



Thierno Maadjou Bah  

@MaadjouDT



Tu te bats pendant 40 ans dans l'opposition, tu fais même la prison.

Tout ça pour qu'il y ait une alternance en Guinée.

Une fois au pouvoir, à la fin de ton mandat, tu declares la guerre à la démocratie et tu plonges le pays dans une crise avec un lendemain incertain.

Ahh Alpha

3:04 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Front National pour la Défense de La Constitution

@FNDC_Gn



Communiqué 📢

En s'engageant dans cette voie, le Chef de l'Etat commet un parjure et perd ainsi toute légitimité. En l'absence délibérée de la Haute Cour de Justice pour constater ce parjure, il revient au peuple de Guinée d'en tirer toutes les conséquences

[#Amoulanfe](#) [#kibaro](#)



Front National pour la Défense de la Constitution

COMMUNIQUE N°038

Dans son adresse à la Nation du jeudi 19 décembre 2019, Monsieur Alpha CONDE a annoncé officiellement sa décision de perpétrer le coup d'Etat constitutionnel que le peuple n'a cessé de dénoncer tout au long de cette année, en exprimant clairement son opposition à toute présidence à vie.

En s'engageant dans cette voie, le Chef de l'Etat commet un parjure et perd ainsi toute légitimité. En l'absence délibérée de la Haute Cour de Justice pour constater ce parjure, il revient au peuple de Guinée d'en tirer toutes les conséquences.



Clément Boursin
@ClementBoursin



Le Président de la #Guinée annonce déjà que le projet de Nouvelle Constitution sera adopté par les Guinéens... Il faut dire qu'il suit un scénario écrit d'avance. Le même scénario mis en œuvre par Sassou au #Congo pour rester au pouvoir. Une inconnue demeure, le nombre de morts

 **RFI Afrique**  @RFIAfrique · 21h

 Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution.  "Ce projet fera l'objet d'une large vulgarisation avant son adoption par le peuple souverain", a-t-il promis.
 rfi.my/54tn.t
#AfriqueMatin #RFIMatin



Bah Oury
@bahourykigna



Journée triste pour la Guinée. En annonçant sa volonté d'élaborer une nouvelle constitution en dépit de l'inconstitutionnalité de cette procédure, le Pr. Alpha Condé plonge la Guinée dans les incertitudes en ouvrant la voie à la déstabilisation de son pays.

1:16 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Sidya Touré
@SidyaOfficiel



Surpris?non. Déçu ?pas du tout. Mais un jour sombre car cette déclaration est une véritable agression contre le peuple de [#Guinee](#). Une volonté de déstabilisation de notre pays et de la sous région. Une assurance pour le non développement et les tensions sous jacentes.[#Amoulanfe](#)

10:33 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)



Alioune Tine
@aliounetine16



Les organisations de la société civile westafricaines devraient se réunir de façon urgente pour examiner la situation en Guinée. La situation politique se dégrade, l'escalade est continue et dangereuse avec l'annonce de la nouvelle constitution. Il faut se mobiliser pr la Guinée.

12:40 PM · 20 déc. 2019 · [Twitter for Android](#)

71 Retweets **148** J'aime



Fabien Offner
@fabienoff



Alpha Condé est donc passé à l'acte. Et il ne semble avoir aucun doute sur l'issue de ce processus "démocratique", si l'on en croit cette phrase : "Ce projet fera l'objet d'une large vulgarisation avant son adoption par le peuple souverain". [#Guinée](#)



Benjamin Roger  @benja_roger · 19 déc.

#Guinée : Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution qui lui permettrait de briguer un 3e mandat en 2020, malgré la contestation de ces dernières semaines #kibaro [twitter.com/AlphaCondePRG/...](https://twitter.com/AlphaCondePRG/)

10:59 AM · 20 déc. 2019 · [Twitter Web App](#)

Revue de tweets réalisée par Sékou Chérif Diallo

Alpha Condé et sa nouvelle Constitution : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020

a President Seeks Ch itution That May Exter

18
09 à 09:41 UTC+1 Connected 20 décembre 2019 à 11:02 UT

not work, information on your connection
available that may have helped resolve



L'annonce d'une nouvelle Constitution: la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

FRANCE 24

Guinée : malgré la contestation, Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution



Publié le : 20/12/2019 - 00:37 Modifié le : 20/12/2019 - 00:36



RFI

Guinée: le président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution



JEUNE AFRIQUE

jeuneafrique

ABONNEZ-VOUS à l'actualité africaine dès 7,99€

ECONOMIE SOCIÉTÉ SPÉCIAL ALGÉRIE CULTURE LIFESTYLE SPORT +

Nouveau président Abdelmadjid Tebboune a prêté serment

Guinée : que contient le projet de nouvelle Constitution proposé par Alpha Condé ?

20 décembre 2019 à 11h55 | Par Diawo Barry - à Conakry

Mis à jour le 20 décembre 2019 à 12h21



VOTRE HEBDO JEUNE AFRIQUE consultable sur smartphone, PC et tablette



WORLD NEWS DECEMBER 20, 2019 / 1:13 AM / UPDATED 13 HOURS AGO

Guinea president announces constitutional referendum that could keep him in power

2 MIN READ





Le Président Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation

Dans un message adressé à la nation, le président Alpha Condé a annoncé ce jour un projet de nouvelle constitution qui sera proposé en référendum pour adoption dans quelques mois.

#MIDSN vous propose ci-après l'intégralité de son message et le projet de constitution proposé aux guinéens.



Accueil



Envoyer à un ami



Version imprimable



Partager



TV5MONDE

VIDÉOS



En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée: Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation

Le président Alpha Condé a annoncé jeudi soir qu'il soumettrait aux Guinéens un projet de nouvelle Constitution, malgré la contestation massive que suscite un tel projet et qui a fait au moins 20 morts en deux mois.

Durée : 1 min 30

20 DÉC 2019 Loup Bureau

BBC

Alpha Condé annonce une nouvelle Constitution

20 décembre 2019

f WhatsApp Twitter Email Partager



À la une

L'opposition guinéenne dénonce un "coup d'État constitutionnel"

L'opposition guinéenne a fortement critiqué l'annonce du président Alpha Condé qui souhaite organiser un référendum pour faire approuver des changements constitutionnels qui lui permettraient de rester au pouvoir.

20 décembre 2019

Les océans commencent à manquer d'oxygène

20 décembre 2019

L'homme qui a changé le visage du christianisme en Afrique

20 décembre 2019

BLOOMBERG

enu Search

Bloomberg

Politics

Guinea President Seeks Change to Constitution That May Extend Rule

By Ougna Camara

20 décembre 2019 à 09:41 UTC+1 *Corrected 20 décembre 2019 à 11:02 UTC+1*

- ▶ President Conde may seek referendum on new constitution
- ▶ Protests against possible third term have gained traction

LIVE ON BLOOMBERG
Watch Live TV >
Listen to Live Radio



ogrammeafriquefondacio.wordpress.com

SENEGO



[Accueil](#) » [Actualités](#) » [International](#) » [Politique](#) » [Sénégal](#) »

Guinée : Alpha Condé réécrit la Constitution et courrouce son peuple

VATICAN NEWS



Une manifestation contre le projet du président guinéen, Alpha Condé, de modifier la constitution, le 24 octobre 2019, à Conakry.

MONDE

GUINÉE AFRIQUE CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT POLITIQUE MANIFESTATIONS

En Guinée, Alpha Condé éclaircit ses intentions



21-12-2019 10:25

Salle Clémentine-Audience Curie romaine
 Depuis la salle Clémentine, au Vatican, audience du Pape François à la Curie romaine à l'occasion des vœux de Noël.

à suivre:
 21-12-2019 12:00
 Audience employees of Vatican City State



MESSE À SAINTE MARTHE



ANGÉLUS



AUDIENCES

KOACI

FLASH INFO

Rwanda: Génocide, le rwandais Fabien Nerejsé reconnu coupable à Bruxelles



Guinée: Alpha Condé annonce un projet de nouvelle Constitution

EFE

GUINEA-CONAKRI CONSTITUCIÓN

El presidente de Guinea anuncia una Constitución que le podría mantener en el poder

EFE | Dakar | 20 dic. 2019


LO MÁS LEIDO
TIEMPO BORRASCA
 Reinoso teñida de marrón del lodo tras las peores inundaciones de su historia

BELLEZA
 "Labios del diablo", una controvertida moda estética

CRISIS CATALUÑA
 La Eurocámara levanta la prohibición de acceso a Puigdemont y Comin

MARTA CALVO
 Investigan casos similares al de Marta Calvo en Madrid, Cataluña e Italia

CRISIS CATALUÑA INMUNIDAD
 La justicia europea abre un futuro

LE NOUVEL AFRIK


GUINÉE

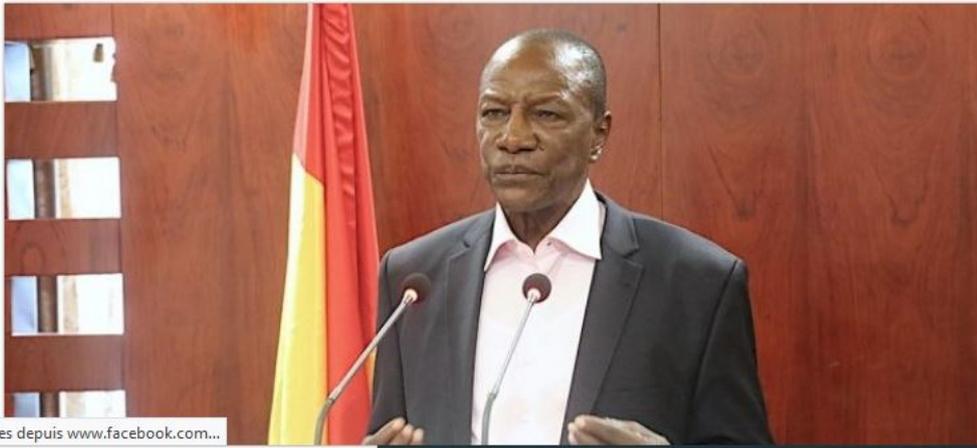
Guinée : Alpha Condé annonce la large vulgarisation d'un nouveau projet de Constitution

 Par **Samb Mbaye** - 20 décembre 2019


ALLAFRICA



Guinée: Alpha Condé annonce que la nouvelle constitution sera soumise au peuple par référendum



ées depuis www.facebook.com...

A LA UNE: GUINÉE »

Guinée: L'opposition vent debout cc nouvelle constitution de Condé

Guinée: Nouvelle constitution - Fod dénonce une forfaiture

Guinée: La nuit du textile forestier - émerveille le public avec son morce

Guinée: Alpha Condé annonce que sera soumise au peuple par référenc

Guinée: Le président Alpha Condé nouvelle Constitution

Guinée: Alpha Condé inaugure le s

Guinée: Liverpool - Naby Keita, enf

GUINÉE »



LE POINT

Guinée – Nouvelle Constitution : Alpha Condé persiste et signe

Alors que le pays vit au rythme des manifestations, le président a annoncé la révision de la Constitution qui sera soumise à un référendum.

Par Le Point Afrique

Publié le 20/12/2019 à 14:06 | Le Point.fr



EN CONTINU	
14H06	Guinée – Nouvelle Constitution : Alpha Condé persiste et signe
11H07	Mahamadou Issoufou : « On a besoin de plus de Barkhane »
10H23	Stéphanie Rivoal : « Le sentiment anti-français n'est pas généralisé »
19H11	Cameroun : un statut spécial pour la zone anglophone et après ?
17H43	Ghana : la corruption à son paroxysme !

Voir toute l'actualité en continu

Le Point **1€** SANS ENGAGEMENT **POUR 2 MOIS JE M'ABONNE**

OEIL D'AFRIQUE

Alpha Condé annonce un projet de nouvelle constitution



FINANCIAL AFRIK

Accueil > A la Une > Guinée : Alpha Condé tient sa nouvelle constitution contre vents et marées

A la Une

Guinée : Alpha Condé tient sa nouvelle constitution contre vents et marées

Par Mamadou Allou Diallo - 20 décembre, 2019

0



S'ABONNER

Abonnez-vous à notre newsletter
35 957 abonnés.

Adresse mail

S'abonner

ARTICLES



Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Nouvelle Constitution : Alpha Condé déclare la guerre à la démocratie

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



« C'est au peuple de choisir », vieille antienne tristement adoptée par l'opposant historique devenu président. En annonçant ce jeudi 19 décembre 2019, de façon solennelle son intention de soumettre son projet de nouvelle constitution, Alpha Condé 81 ans, intègre honteusement l'école de Sassou Nguesso du Congo, Pierre Nkurunziza du Burundi.

Par cet acte, Alpha Condé renie toutes les valeurs démocratiques pour lesquelles il avait donné l'illusion de défendre après plus de quarante années passées dans l'opposition. Après la difficile et [tragique](#) transition militaire qui a abouti à l'élection présidentielle de 2010, la Guinée n'avait pas besoin d'une énième crise politique qui fragilise davantage les institutions et met en danger la stabilité du pays.

Au sortir de la présidentielle de 2010, tous les observateurs affichaient un certain optimisme quant à la capacité de résilience de ce peuple à œuvrer pour rectifier la trajectoire chaotique de ce pays de l'Afrique de l'Ouest qui avait toutes les cartes en main au lendemain des indépendances pour amorcer son développement. Comme le souligne ce passage repris dans un article de l'agence [Reuters](#) :

« Quel qu'il soit, le vainqueur de la présidentielle devra d'abord

apporter la paix, puis l'électricité et l'eau, bâtir des écoles et des routes, disent des Guinéens lassés des régimes répressifs, du chaos et de la violence. Rien de tout cela ne semble hors de portée dans un pays qui tire chaque année plusieurs dizaines de millions de dollars de ses ressources naturelles, notamment de la bauxite, dont il est le premier producteur mondial. »

Rien ne justifie cette « nécessité » d'une nouvelle constitution pour la Guinée. Un an avant la fin de son deuxième et dernier mandat présidentiel, Alpha Condé engage le pays sur un chemin dangereux où incertitudes, instabilité et violences bouleverseront la quiétude sociale. Cette volonté manifeste de confiscation du pouvoir doit être combattue par toutes les composantes sociales du pays.

Récapitulons : Le 20 avril 2019, Alpha Condé accorde un entretien à des journalistes sénégalais dans lequel il affirme : [« S'il y a modification de la Constitution, il y a troisième mandat. S'il n'y a pas de modification de la Constitution, il y a mandat ou pas »](#) ; le 29 mai 2019, le premier ministre Ibrahima Kassory Fofana affiche [officiellement son soutien et celui de son gouvernement à la mise en place d'une nouvelle Constitution](#); le 4 septembre 2019, Alpha Condé instruit à son premier ministre d'organiser [des consultations sur la constitution](#) ; le 22 septembre 2019, en visite à New York, [Alpha Condé demande à ses militants](#)

de se préparer pour un référendum ; le 9 octobre 2019, dans une déclaration à la télévision nationale, le premier ministre annonce la transmission du [rapport sur les consultations](#) au président de la République ; le 14 octobre 2019, [première manifestation](#) du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) contre l'ambition du président Alpha Condé de briquer un troisième mandat. Suivront plusieurs autres manifestations qui ont enregistré [plusieurs morts](#).

Aujourd'hui, toutes les institutions nationales sont inféodées à l'exécutif, les autorités morales sont muettes. Malgré toutes les alertes de citoyens, mouvements et autres personnalités africaines, [les efforts du National Democratic Institute \(NDI\) et la Fondation Kofi Annan \(KAF\)](#) à travers la mission des anciens chefs d'état nigérian et béninois à Conakry, l'Union Africaine et la CEDEAO observent depuis un certain temps le pourrissement de la situation en Guinée et se contentent de publier de [communiqués pour condamner](#) les tueries lors des manifestations qui ne sont que les conséquences des manœuvres antidémocratiques d'Alpha Condé.

Face une telle situation, seules les manifestations de rue peuvent encore sauver la démocratie embryonnaire dans ce pays. Pourquoi les manifestations ? Parce que c'est une forme de contestation admise, légale et démocratique. Le FNDC doit intensifier les actions

de

mobilisations pour empêcher ce putsch constitutionnel.

Après l'annonce d'Alpha Condé d'hier et [les révélations des commissaires de la CENI](#)

sur la gestion unilatérale du processus électoral par le président de

l'institution, le calendrier des législatives n'est plus à l'ordre du

jour et l'opposition politique doit enfin sortir de la diversion de ces

derniers jours où elle s'était embourbée bêtement pour se consacrer

exclusivement à la défense de l'essentiel : la constitution.

Si les promoteurs de cette forfaiture de troisième mandat se sont

inspirés des cas réussis de manipulations des constitutions observées en

Afrique ces dernières années ([Sassou Nguesso](#) du Congo en 2015 et [Pierre Nkurunziza](#) du Burundi la même année), ils oublient

un détail : [le traumatisme des peuples](#)

de ces deux pays suite aux guerres civiles qu'ils ont connu est encore

présent et les appréhensions teintées de fatalisme alimentent les

angoisses et la peur de revivre ces épisodes douloureux de leur

histoire. Il faut rappeler que le 5 juin 1997, [le Congo basculait dans une guerre civile](#).

Un conflit entre les milices de Pascal Lissouba, alors président en

exercice, et celles de son prédécesseur Denis Sassou Nguesso.

Et [l'histoire du Burundi](#),

depuis les premières années de son indépendance en 1962, est marquée

par des violences ethniques compliquées par une lutte acharnée

pour le
pouvoir.

Ces éléments historiques sont importants pour rappeler aux incultes apprentis sorciers qui ont imaginé ce projet de troisième mandat pour Alpha Condé, que les trajectoires politiques des pays obéissent parfois à des histoires politiques encore plus complexes.

Le cas de la Guinée est plus proche du cas burkinabé car les deux histoires politiques ont des éléments de similitudes (ces deux pays n'ont pas connu de conflits ethniques). Au Burkina, Blaise Compaoré, 27 ans au pouvoir avait pensé comme Alpha Condé aujourd'hui qu'il suffisait d'un simple coup de gomme pour effacer les passages contraignants dans une constitution. « Il a suffi de trois jours pour que Blaise Compaoré soit poussé dehors par le peuple. Mais trois jours minutieusement préparés » comme le révèle une enquête menée par [Jeune Afrique](#).

En créant de toutes pièces cette crise politique aux conséquences désastreuses pour la Guinée et la sous-région, Alpha Condé sera tenu responsable de toutes les dérives de son régime et il répondra devant la justice pour [tous les crimes commis en Guinée depuis son accession au pouvoir en 2010](#).

Par cette décision de confiscation du pouvoir à travers une

nouvelle constitution dont le seul objectif est de s'octroyer un troisième mandat, Alpha Condé engage un rapport de force qui sera, certes, difficile et long avec les forces démocratiques du pays, mais il reculera quand la pression sera très forte. Lorsqu'il y a du monde et que les manifestations durent, beaucoup de dirigeants reculent face au pouvoir de la rue, c'est une réalité observée et documentée (Algérie, Soudan, Tunisie, Égypte, Burkina, Sénégal ...).



Par **Sékou Chérif Diallo** Fondateur/Administrateur
www.guineepolitique.com

Législatives de février 2020 : l'ombre des élections passées plane [Par Lamarana Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



La Guinée

parle encore d'élections comme en 2010, 13 et 15. Autant dire qu'on en a l'habitude. Et de quelle manière ?

Les Guinéens

ont toujours payé le prix fort avant, pendant et après toute élection en y laissant leur vie. Ils meurent, plutôt sont tués, pour des résultats, le plus souvent, futiles, inutiles et puérils. Les revendications post-électorales, les unes plus sanglantes que les autres n'ont jamais rien donné. A moins que ce ne soient des négociations stériles et contre-nature.

Les élections qui s'annoncent ne semblent pas vouloir déroger à la règle. Les prémices sont là : visibles, connues mais paradoxalement ignorées de tous. Pourtant, le professeur a déjà dit haut et fort ce qu'il en est. A ses ouailles d'appliquer la sentence et les Guinéens sont avertis :

« Dans les autres pays où il y a de nouvelles constitutions, il y a eu beaucoup de manifestations, il y a eu des morts, mais ils l'ont fait ».

Alpha Condé, dans une [interview au Monde](#) – 24 octobre 2019

Le message

est on ne peut plus clair. Les législatives qui se dessinent sont le prélude

des présidentielles. Comme tel, il faut utiliser, comme à l'accoutumée,

l'ultime recours. Résultats, une vingtaine de morts qui s'additionnent à la

centaine enregistrée entre 2010 et maintenant. Toujours pour les mêmes raisons :

les élections. Les mêmes résultats : l'échec.

Telle est la

logique guinéenne : les uns se font tuer pour que les autres règnent de

père en fils. Si ce n'est mourir pour des hommes et des femmes sans conviction

et sans idéal.

Les uns se battent, meurent et d'autres sont élus. Les familles pleurent, des personnes, souvent non méritantes sont élevées au rang de titres ronflants : « Honorable », « Excellence ».

Certains

pleurent du moment que d'autres chantent, gambadent sur tous les coins du

territoire pour crier victoire.

Parmi les

élus figurent, le plus souvent, des transfuges du pouvoir ou de l'opposition.

Certains sont de simples chefs de partis familiaux ou de meneurs de bandes de

quartiers, des opportunistes tout poil qui se font élire sur la liste de partis

politiques auxquels ils n'ont jamais appartenu.

Élus, ils plastronnent quelques temps sur les tribunes des

assemblées générales de leurs partis adoptifs avant de se barrer pour rejoindre le grand manitou.

A force de lécher bottes et bottines, de se frotter au sol jusqu'à l'usure du dernier pantalon, ils se voient bombarder ministre, souvent avec le statut tant convoité de « ministre d'Etat ». Aujourd'hui, c'est eux qui sont envoyés discuter avec leur mentor d'hier.

Mais attendons car si l'épine négocie avec la plante- du pied, on verra bien qui choisira la partie qu'il faut piquer ou épargner. Dans tous les cas, aucun résultat ne serait être pire que les précédents.

Dorénavant, les points non négociables sont connus par l'une et l'autre partie. La question du troisième mandat et ses avenants. Inutile d'en débattre car la chose est déjà dans l'escarcelle de l'adversaire à moins que le FNDC passe à la vitesse supérieure en fixant une finalité plus audacieuse à ses revendications.

Troisième mandat ou pas, une chose est claire. Si en Guinée, il y a enrôlement des électeurs pour les législatives, à l'étranger, il y a « enrroulement.

Terme dont l'usage scientifique signifie : unité déviable convenant à la manipulation ».

Dans

plusieurs pays où vivent les Guinéens tant en Afrique, en Europe qu'ailleurs, on n' enrôle pas. On roule dans la farine. Il est fort à craindre que tel ne soit le cas dans le territoire guinéen aussi. Les faits sont parlants par eux-mêmes.

- Les ordinateurs et autres outils informatiques utilisés sont obsolètes et d'usage aussi hésitant qu'un pas de caméléon. Ils ne permettent pas d' enrôler plus de vingt (20) personnes par jour. Ils s'arrêtent au beau milieu des opérations comme un baudet qui refuse de porter le fardeau de son maître. A croire que nos machines informatiques sont télépathiquement liées à la CENI. A moins qu'il ne s'agisse d'une lenteur humainement orchestrée.
- Quant aux consommables, on pourrait se demander si certains agents recenseurs ne les prennent pas au mot : en consommant tout simplement ce qui est consommable par nature.
- Les passeports non biométriques ne sont pas autorisés alors que leur délivrance a été stoppée depuis longtemps. Dans tous les cas, combien de Guinéens en disposent à l'étranger ?
- A défaut de passeports, c'est la carte consulaire qu'il faudrait présenter. Mais la signature et la délivrance journalière ne doivent pas dépasser le nombre magique de vingt par jour : histoire de ménager les phalanges de son excellence qui souffriraient peut-être d'arthrose. Dans tout ça, la priorité revient à certains. Deviez lesquels ?
- Les demandes ont rarement de suite favorable. L'absence de réponse touche tout particulièrement les provinces (départements et régions) hors Paris et sa région.
- Le tâtonnement dans la rédaction sur papier des noms et

prénoms vient alourdir les handicaps soulevés. La lenteur des recenseurs parachève celle des machines et renforce la longue chaîne des blocages.

- La dichotomie entre manifestations du FNDC, l'appel des leaders politiques à participer au processus d'enrôlement, la négociation avec le pouvoir et la demande d'arrêt de l'enrôlement des électeurs a sans aucun doute impacté la motivation.

Par

conséquent, l'annonce fondée ou non de la demande d'arrêt de l'enrôlement, qui a été publiée sur le net et jamais démentie par l'opposition, a quelque peu semé le trouble dans les esprits des Guinéens vivant loin du pays.

Tout semble

indiquer que rien n'a été ménagé pour que le processus d'enrôlement reproduise les méthodes du passé. Les cas de la France, du Sénégal, de l'Angola et d'ailleurs illustre parfaitement cette hypothèse.

A bien

observer, on se rend compte qu'on est plus dans une opération-marketing dont le but est de clamer au monde entier : " il y a eu un enrôlement au niveau national et à l'extérieur. Par conséquent, tous les ingrédients d'une bonne élection sont réunis. Prendre pour preuve les missions qui sillonnent actuellement les pays étrangers sera d'autant plus approprié. Les scènes de contestation à l'ambassade de Guinée au Sénégal ne suffiront pas à ternir l'image du processus. Pourtant, des cas de blocages se sont

produits loin des
écrans dans d'autres pays.

Si la
situation générale du processus de recensement est un peu
partout similaire à
celle de l'étranger, l'opposition guinéenne prendrait de
grands risques de
participer aux législatives de février 2020. Elle devrait bien
réfléchir pour
savoir quelle option adopter : aller aux législatives dans la
quasi-assurance de perdre ? Revendiquer, comme d'habitude une
victoire
qu'elle ne peut avoir dans les circonstances actuelles ?

Cette fois-ci, plus que par le passé, au rythme où vont les
choses et à quelques jours de la clôture des opérations
d'enrôlement, aucun parti ne peut se faire prévaloir d'un taux
élevé de militants ou sympathisant enrôlés. En outre, le
scénario mis en place permettrait difficilement à l'opposition
de contester les résultats. Une méthode beaucoup plus affinée,
réfléchie et extérieurement bien colorée en « recensement
transparent » semble avoir été pensée en amont par
l'adversaire.

Pour 2020,
il semble avoir s'être penché n'aura sur la manière de gagner
par le
recensement des électeurs. Un recensement entamé bien avant
celui en cours.

Par
conséquent, s'il gagnait par la manipulation des résultats,
fraudait dans les
unes et, vraisemblablement, durant les décomptes, il n'aura
plus besoin de la
faire. Si tout se passe comme à l'étranger, le nombre
potentiels de votants

recensés le met loin devant. Cela lui donne plus de crédibilité face à la communauté internationale : notre médecin post-mortem.

Dans la logique actuelle et au vu des faits déjà dénoncés, le panier de la victoire ne semble pas pencher du côté des adversaires du régime en place. L'enrôlement des mineurs constaté dans certaines régions de la Guinée et qui ne serait que la part visible de l'iceberg, pourrait bien avoir son pendant à l'étranger. D'une autre manière, avec des pratiques plus abruptes, voit-on.

Dans tous les cas, les échéances électorales qui s'annoncent risquent d'être source d'un double avènement : enfantement des uns et enterrement, politiquement parlant, des autres.

Aux différents partis de l'opposition de savoir comment s'inscrire dans l'une des perspectives.



M. Lamarana Petty Diallo, Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France/ lamaranapetty@yahoo.fr

SCAN : « Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique » Sidya Touré

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Il ne peut pas y avoir du Koudéisme encore en Guinée. Nous avons vu les effets du Koudéisme entre 2000 et 2010. On ne peut pas répéter à chaque fois nos fautes antérieures »

« Le président Alpha Condé doit entendre la voix du peuple qui lui dit 'abandonne le projet de nouvelle constitution, organise correctement les élections législatives et présidentielles et

tu sortiras par
la grande porte et tu auras une sortie honorable. »

[La source ici](#)

« La CENI ne peut pas se permettre de dire qu'en 25 jours, elle peut enrôler tout le monde alors qu'il y a des risques, il y a du matériel qui manque un peu partout, comme s'ils font exprès, il y a des délais qui ne sont pas respectés du tout. Donc il y a une volonté manifeste de ne pas favoriser l'enrôlement de toute la population électorale guinéenne. »

[La source ici](#)



Abdourahmane Sanoh, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Le pouvoir qu'il a, lui a été confié par le peuple. Le 20 décembre 2020 le peuple va retirer son pouvoir et le remettre à quelqu'un d'autre. Qu'il le veuille ou pas »

[La source ici](#)

« Nous allons mettre fin à cette volonté de tripatouiller notre constitution. Nous allons transformer leur rêve en cauchemar. »

[La source ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR

« Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique. Mais cette richesse est pillée par le pouvoir. Il faut qu'on change de régime. Il faut laisser la place à un autre qui va nous proposer une autre solution. »

[La source ici](#)



Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin (Décembre 2019, en visite en Guinée dans le cadre d'une mission de bons offices du National democratic institute)

« Si on veut que le train qui a démarré et que la locomotive c'est le Nigéria, il faut que des wagons se mettent en place. Nous sommes venus pour voir dans quel état se trouve le wagon de la Guinée. Dans une famille, ceux qui sont les membres, s'il y a quelque chose, ce sont eux qui viennent. C'est pourquoi nous sommes venus pour que la paix règne en Guinée. Nous voulons que ce pays continue d'aller de l'avant avec toutes ses immenses richesses. »

[La source ici](#)



**Elie Kamano, artiste reggaeman et président du parti
Nouvelle Guinée Possible (Décembre 2019)**

« On n'a pas besoin de ces élections législatives, parce que le futur Président de la République de Guinée, aura besoin d'une légitimité parlementaire et organisera les élections législatives »

[La source ici](#)



**Déclaration des femmes lors d'une marche contre les tueries
et l'impunité en Guinée (Décembre 2019)**

« Nous ne voulons pas nous livrer à un décompte macabre mais nous avons le devoir d'informer l'opinion nationale et internationale que le chiffre 127 morts est atteint depuis la semaine dernière. Cela ne laisse pas une femme tranquille. Nous ne sommes pas loin des 157 guinéens massacrés au stade du 28 septembre 2009... Nous femmes de Guinée, nous réitérons notre exigence pour la mise en place de la commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les cas des 127 morts complètement identifiés »

[La source ici](#)



Gabriel Curtis, ministre en charge des investissements et des partenariats public-privé (Décembre 2019, à l'occasion de la journée internationale anti-corruption)

« En Guinée, la corruption est encore persistante. Selon les rapports 2011 et 2017 de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLCL), le volume des pots de vin en Guinée avoisine en moyenne 600 milliards de francs guinéens chaque année. La même source indique que les opérateurs économiques déclarent avoir payé près de 500 milliards de francs guinéens par an en paiement non officiel et 75% des entreprises affirment faire des cadeaux pour obtenir des contrats »

[La source ici](#)

*Un scan réalisé par **Sékou Chérif Diallo***

Inhumation des huit opposants tués lors des contestations contre le 3e mandat

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Thierno Maadjou Bah 🎤 📱
@MaadjouDT



Ça me rend triste et à la fois choqué de voir à tout moment des dépouilles mortelles à répétition des jeunes tués à l'occasion des manifs du [@FNDC_Gn](#) sans conséquences nous permettant de mettre fin à cette violence.

Que leurs âmes reposent en paix!!

Amine.





Le journal Afrique @JTAtv5monde · 2h



 #Guinée Ils ont été tués lors des marches des 4 et 14 novembre, qui dénonçaient un éventuel troisième mandat d'Alpha Condé. 8 manifestants défunts ont été inhumés aujourd'hui à Conakry. Les opposants du FNDC, à l'origine de la contestation, étaient naturellement présents.





#Amoulanfé 🇬🇳
@Amoulanfe2020



Aujourd'hui la #Guinée a enterré 8 honnêtes citoyens qu'Alpha Condé & ses milices ont tué lors des dernières manifestations du @FNDC_GN.
Alpha Condé tue les Guinéens à cause de leur refus de soutenir son projet de 3ème mandat. Maintenant ça suffit, il doit partir ! #Amoulanfé



👤 Survie et 8 autres



Laurence Ndong

@lauryIndong



@Prof_AlphaConde vous allez en tuer combien juste pour rester au pouvoir ? Comment avez-vous fait pour devenir si inhumain ? Vous choisissez de finir dans les poubelles de l'histoire. PARTEZ.



Lamine Telezaz Diallo @Mamadou23208797 · 10h

#Guinée 8 honnêtes citoyens Guinéens tués par les forces de l'ordre, seront enterrés ce vendredi à la cimetièrre de bambeto @YENAMARRE_SN @EN_AUCUN_CAS @ecowas_cedeao @aliounetine16 @lauryIndong @Elysee @amnesty @RFI @filimbi243





Samira Sawlani ✓ @samirasawlani · 6h

Police in Guinea have fired teargas at funeral procession of 8 people who were killed during anti-3rd term protests 2 weeks ago. Demonstrations have been taking place in the Country over potential referendum which wld allow 81yr old President **Alpha Condé** to run for a 3rd term.



Revue de tweets réalisée par Sékou Chérif Diallo

Lettre ouverte : Ne nous laissez pas seuls [Par L. Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Lettre Ouverte à la Communauté internationale

-Communauté

Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)

-Organisation

des Nations-Unies, (ONU)

-Union

Africaine, (UA)

-Organisations

de la Mano River Union et de la Mise en Valeur du Fleuve
Sénégal, (OMVS)

A Messieurs les présidents :

-En exercice de

l'Union Africaine, Abdel Fattah al-Sissi

-De

la République Française, Emmanuel Macron

-Des Etats-Unis

d'Amérique, Donald Trump

Messieurs les Chefs d'État et Représentants des Organisations Internationales

Cette lettre n'a nullement la prétention de dire ce qui serait méconnu ou ignoré. Elle se vent en revanche d'être un appel à la conscience des nations, à leurs dirigeants ou représentants. Elle est un rappel du passé de la Guinée faite de tumultes souvent dramatiques, parfois tragiques.

Une fois de plus, la Guinée renoue avec son passé fait de violences politiques dans toute leur dimension et, comme à l'accoutumé, dans l'indifférence totale. Une fois de plus, les Guinéens sont submergés par les flots menaçants de lendemains incertains mais sûrement obscurs.

Vos représentants, ambassades, corps consulaires et autres institutions ont sûrement dû, mesdames, messieurs les chefs d'États et représentants des institutions susmentionnées, vous remonter les informations de l'actualité politique guinéenne marquée par des : manifestations, répressions, arrestations, séquestration de leaders politiques, violations de domiciles privées, meurtres, etc.

Au-delà des informations officielles que vous devriez avoir reçues, les médias guinéens et internationaux relayent la réalité du terrain.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Depuis lundi 14 octobre 2019, une vague de violences déferle sur la Guinée à cause de la volonté manifeste ou supposée du président Alpha Condé d'imposer une nouvelle constitution en

violation

flagrante de celle en vigueur. Une constitution qui ne souffre d'aucune

illégitimité car l'expression librement consentie du peuple de Guinée sur

laquelle le président Condé a prêté serment à son élection de 2010 et à sa réélection de 2015.

Les violences engendrées ces derniers jours, lors de manifestations pacifiques de la société civile et des partis politiques de l'opposition réunis au sein du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), dépassent les bornes. Elles sont en voie de précipiter la Guinée dans le gouffre et aucune limite ne semble se dessiner pour empêcher cette éventualité.

Les conséquences pourraient être

dévastatrices car les prévisions actuelles ne sont pas les plus optimistes. Les

dates des prochaines manifestations sont déjà annoncées et le peuple pourrait

bien répondre massivement alors que la répression coutumière des forces de

l'ordre ne fait l'ombre d'aucun doute.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Le temps des hypothèses est dépassé en Guinée. Nul ne peut nier que le pays peut basculer d'un moment à un autre face à un pouvoir répressif qui met en avant l'arrogance à la place du dialogue, une société civile déterminée et légitimée par l'appui populaire.

Les partis politiques de l'opposition longtemps méprisés et forcés au repli par l'interdiction de toutes manifestations depuis un an, reprennent du poil de la bête. Leur appel au

dialogue longtemps ignoré ne leur donne plus aucun crédit de s'asseoir à nouveau sur la table de négociation avec le pouvoir. Le parti politique qui s'y hasarderait risque de perdre tout soutien de la base tant son acte apparaîtrait comme une trahison. Face à cette situation, plus le chrono tourne, plus les lendemains s'assombrissent et les positions se durcissent.

D'autre part, les digues ethniques par lesquelles le pouvoir semblait tenir les Guinéens sont en train de sauter et plus aucun obstacle ne semble empêcher les populations de manifester leur opposition à un troisième mandat générateur des conflits actuels. Seulement, acculé, apparemment dépassé par la réalité, le pouvoir ne veut rien céder, encore moins la société civile et les partis d'opposition unis dans un élan de refus et de revendication.

Les effets sont visibles et malheureusement guère étonnants : armer les forces de sécurité pour réprimer des manifestants désarmés est la seule solution que semble trouver le système en place. En face, retranchés et acculés, ces derniers répondent en se servant de tout ce qui leur tombe entre les mains.

En outre, les répressions ne se limitent pas aux lieux de manifestations : les paisibles citoyens sont violentés dans leur domicile, victimes de brimades, de jets de bombes lacrymogènes et de tirs à balles réelles. Les meurtres, si ce n'est les assassinats, se multiplient de jour en jour. On en dénombre neuf (9) morts et d'innombrables

blessés. Et la violence semble monter crescendo à chaque manifestation, veille ou lendemain de celle-ci. Dès lors, plus aucun citoyen ne se sent en sécurité ni chez lui, ni travail, au marché ou ailleurs.

Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales

Nul n'a besoin de dire que la situation actuelle de la Guinée fait planer le spectre de la guerre civile et, dans une moindre mesure, du retour à un pouvoir qui ne serait pas issu de la volonté populaire.

Aujourd'hui, plus qu'hier, tout guinéen se pose la question de savoir si sa vie vaut moins que celle d'un autre être humain. Il se demande s'il compte encore parmi le petit chaînon qui constitue la longue chaîne de l'humanité. Il se questionne sur le devenir de son pays et de l'importance de celui-ci face au destin des autres nations.

Les Guinéens se sentent abandonnés et livrés à un pouvoir qui ne montre aucun état d'âme quant à sa capacité répressive. Un pouvoir impuissant de dialoguer et qui se radicalise au seul motif d'ambition personnelle d'un homme élu par son peuple pour le protéger et non pour le punir, le réprimer ou le faire tuer.

Ce bref rappel de la situation guinéenne et du sentiment que semble éprouver chaque Guinéen pose un certain nombre de questions. Cette lettre ouverte qui en est l'objet les décline en quelques points.

La communauté internationale :

- Serait-elle si indifférente au sort du peuple de Guinée pour qu'elle soit aussi inaudible depuis tant de jours de violences en cours en Guinée ?

-Se serait-elle lassée des efforts antérieurs qu'elle a fournis, même à minima, face à la situation guinéenne qui perdure ?

-Méconnaîtrait-elle les risques de reproduction sur la Guinée du passé récent de pays limitrophes : Sierra-Leone, Liberia, Côte-d'Ivoire et, dans une moindre mesure, la Guinée-Bissau ?

-Serait-elle incapable de paroles franches et fermes face à un chef d'Etat qui, non seulement viole la charte des organisations régionale et/ou continentale en matière de durée de mandat et qui laisse (ou fait) tuer ses concitoyens ?

-Des intérêts partisans sacrifieraient-elles la vie et la sécurité des populations guinéennes ? Autrement dit, les richesses minières, halieutiques, forestières et autres du pays valent-elles mieux que la vie d'un Guinéen ?

-Ignorerait-elle l'effet domino du non-respect de la durée du mandat présidentiel (un quinquennat renouvelable une seule fois) sur la sous-région ouest-africaine ?

-Enfin, serait-elle indifférente aux risques qu'en court la Guinée face à la menace qui pèse sur la sécurité et la vie des leaders politiques et du FNDC ?

J'appelle par ces mots à mettre fin aux maux du peuple de Guinée rongé depuis des décennies par de multiples souffrances.

Il est dur de se sentir seul. Les Guinéens ont de plus en plus le sentiment d'être seuls. Alors, je dis, ne nous laissez pas seuls. Ne nous abandonnez pas au bord du gouffre. La vie de tout peuple, le devenir de toute nation vaut la peine d'être défendue.

Je terminerais en paraphrasant Sir Wilson Churchill : « **Donnez aux Guinéens les instruments de la démocratie véritable, ils termineront la tâche** ». Je vous remercie.



M. Lamarana Petty Diallo, Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

« Non au pouvoir à vie en Guinée Conakry ! » [Balai

Citoyen]

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Depuis le mois d'octobre 2019, le vaillant et digne peuple de la Guinée est debout contre l'ambition affichée et démesurée du Président Alpha CONDE d'instaurer un pouvoir à vie par le truchement de la modification de la clause limitative du mandat présidentiel.

A cette lutte légitime du peuple pour la démocratie et le respect de l'Etat de droit, le pouvoir autocratique d'Alpha CONDE oppose une répression féroce par l'instrumentalisation des forces de défense et de sécurité.

A 81 ans révolus censés lui conférer sagesse et responsabilité, Alpha CONDÉ, autrefois opposant historique, s'est aujourd'hui, mué en bourreau historique sous l'effet des délices et des sirènes du pouvoir personnel.

Depuis le début des manifestations, à l'appel du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), des leaders d'organisations de la société civile et des opposants sont régulièrement intimidés, agressés et certains croupissent injustement dans les geôles du régime scélérat d'Alpha CONDÉ.

Au nombre de ces vaillants et irréductibles défenseurs de la démocratie qui croupissent actuellement dans les geôles de CONDÉ, figure les camarades Abdourahamane Sanoh, coordinateur du FNDC, Sékou Koundouno, Coordonnateur du Balai Citoyen Guinée et responsable des stratégies et de la planification du FNDC, Ibrahima Diallo, responsable des opérations, le **reggaeman engagé Elie Kamano**, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah. Ils ont été condamnés le 22 octobre dernier à des peines allant de 06 à 12 mois de prison ferme à l'issue d'une parodie de justice orchestrée par le régime et ses juges acquis aux ordres. Pire, plusieurs dizaines de jeunes ont péri sous les balles assassines des forces de sécurité et sans qu'aucune enquête sérieuse ne soit diligentée en vue de rendre justice aux victimes.

Le mouvement **le Balai Citoyen du Burkina Faso**, suit avec consternation et non sans intérêt particulier, l'évolution dramatique de la situation en Guinée. Aussi, Il constate avec regret que malgré son parcours politique pour lequel la jeunesse africaine était pleine d'admiration jusqu'à un passé récent, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à l'opposition et aujourd'hui au pouvoir, Alpha CONDÉ n'a malheureusement encore tiré aucune leçon de l'histoire récente des mouvements contre les velléités de tripatouillage constitutionnel en Afrique. **Professeur de son état, il n'a jamais assimilé la leçon historique selon laquelle, dans le face-à-face avec leur peuple, les hommes dits forts finissent pourtant toujours dans la poubelle de l'histoire ; quand bien même les exemples sont légions.** La déchéance morale et politique de l'homme n'a d'égal que l'espoir qu'il a incarné à un moment donné de sa vie politique.

C'est pourquoi, le mouvement Balai citoyen, solidaire du combat de tous les peuples en lutte pour la liberté et la démocratie et résolument engagé contre toute forme de pouvoir à vie, condamne sans réserve aucune la répression barbare à

laquelle se livre le régime obscurantiste et moribond du renégat CONDÉ contre le vaillant peuple de Guinée dont la glorieuse histoire constitue à jamais une source d'inspiration intarissable pour tous les peuples épris de liberté. Nous avons la ferme conviction que ce peuple de Guinée, fort de sa tradition de lutte, triomphera inexorablement de cette épreuve de force à lui imposé par cette poignée d'aventuriers politiques.

Au regard de ce qui précède, le Balai Citoyen :

- Met en garde Alpha CONDÉ et ses sbires sur leurs responsabilités devant l'histoire face aux exactions en cours en Guinée ;
- S'insurge contre le silence complice des organisations sous-régionales, panafricaines et internationales sur le risque que fait courir Alpha CONDÉ à la Guinée et à l'Afrique tout entière ;
- Exige l'arrêt immédiat des violences à l'encontre des populations et la libération sans condition de toutes les personnes injustement embastillées dont le seul crime est d'avoir défendu la démocratie ;
- Apporte son soutien sans faille au peuple Guinéen en lutte et exhorte tous les démocrates sincères à joindre leur voix à celle du peuple Guinéen pour dire non au troisième mandat de CONDÉ.

Le peuple de Guinée ne courbera pas l'échine devant cette forfaiture car un peuple uni n'est jamais vaincu.

Vive la Guinée !

Vive les peuples en lutte !

N'an *laara*, an *saara* (Si nous nous couchons, nous sommes morts !)

Notre nombre est notre force !

Ensemble, on n'est jamais seul !

Pour le Balai Citoyen, la Coordination Nationale

Violences politiques : les twittos #224 dénoncent et condamnent les tueries

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)



Francois Patuel @FrancoisPatuel · 4h

#Guinée: 5 membres du @FNDC_Gn arrêtés à Kindia hier, dont @fareinta.

Ils sont accusés d'attroupement & n'ont pas eu accès à 1 avocat.

1 a subi des mauvais traitements en garde à vue & a été conduit à l'infirmierie.

S'ils étaient pacifiques, ils devraient être libérés! @GouvGN



Amnesty West & Central Africa et 4 autres



↻ 19

♥ 19





Abdourahamane Diallo @manhimfr · 5h

Comment ne pas être indigné et révolté quand on voit des jeunes se faire tuer même loin des manifestations. Il y a des crimes d'Etat qui se commettent sur l'axe dans le silence coupable.



Tué par balle à Bomboli, Abdourahamane Diallo, taxi-motard, était orph...
Abdourahamane Diallo exerçait la profession de conducteur de taxi-moto pour subvenir à ses besoins. Cet adolescent a été tué par balle jeudi au ...
visionguinee.info



Nouhou Baldé @Nouhoubalde · 10h

Des #Guinéens dont la vie est moins importante qu'un bus ? 3 morts et plusieurs blessés, le #gouvernement met l'accent sur un #bus incendié, #Kibaro, @Guineematin, #Guinée

2

13

15





Povo News @povonewstv · 14h

Protests in Guinea against 81-year-old President Alpha Conde's new constitution that would allow him to run for a third term in office in 2020

#Guinea #AlphaConde



Jeffrey Smith ✓

@Smith_JeffreyT

As #Guinea's Alpha Conde lays the groundwork for a third term, he hires a lobbyist in Washington. It's the same firm that works for Museveni in Uganda and Burundi's Nkurunziza, each of whom have practice changing term limits. Shameful.

Public filing here: efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...

[Traduire le Tweet](#)

4:39 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter Web App](#)

13 Retweets 14 J'aime





Joe Penney ✓
@joepenney



I spoke to @Cellou_UFDG, @gcurtisgn and @AOuattara_PRCI, and wrote about wrote about Alpha Condé's quest for a third term for @qzafrika:

[Traduire le Tweet](#)



Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government pr...
"If Alpha persists in changing the constitution against the will of the Guinean people, there is a clear risk of confrontation that leads to violence."

[qz.com](#)





Alimou Sow
@witterlims



Trois morts par balle aujourd'hui à [#Conakry](#) selon différents témoignages. Ce sont : Alpha Souleymane DIALLO (16 ans), Abdouramane DIALLO (19 ans) et Amadou Oury BARRY (32 ans). Reposez en paix.
[#Guinée](#) [#Kibaro](#) [@amnesty](#)

11:21 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

51 Retweets **75** J'aime



Les leaders politiques #224 sur Twitter



Bah Oury
@bahourykigna



Au moment où les autorités guinéennes sont épinglées pour des violations répétées des droits de l'homme par Amnesty International, HRW, ou la FIDH une dérive répressive insensée tente d'étouffer les revendications démocratiques du peuple guinéen. 3 jeunes gens sont encore tombés!

12:31 AM · 15 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

47 Retweets **158** J'aime





Cellou Dalein Diallo

@Cellou_UFDG



La manifestation du [@FNDC_Gn](#) du 14 novembre été réprimée dans le sang. Sur l'itinéraire autorisé de la marche, plusieurs manifestants ont été blessés par balles. Alpha Souleymane Diallo, 16 ans, a été abattu à Hamdallaye par un policier en dehors de la marche.

[#Amoulanfé](#)



 Front National pour la Défense de La Constitution et 9 autres



Sidya Touré
@SidyaOfficiel



Des leaders agressés dans le périmètre autorisé pour la marche par des forces de l'ordre prêts à aller en guerre. Depuis l'agression de la mosquée, il est clair que [@President_GN](#) veut en découdre avec les leaders. Si [#Conté](#) s'était ainsi comporté, l'histoire aurait été tout autre





Aliou BAH

@AlioubahMoDeL



La jeunesse Guinéenne est déterminée à payer le prix nécessaire pour ne plus vivre sous une dictature. Le FNDC est un état d'esprit qui va au delà des personnes et qui transcende tous les clivages. La répression d'État et l'intimidation ne peuvent arrêter la marche de l'histoire.



Sékou Chérif Diallo

Revue de tweets réalisée par

Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle

Cliquez sur l'image pour lire l'article.

LIBÉRATION

Conakry marche contre un «président qui casse les reins»



RFI

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition

GUINÉE

Republier </>

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



QUARTZ AFRICA

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow

OBSESSIONS FEATURED

QUARTZ AFRICA

EMAILS EDITIONS BECOME A MEMBER

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow



By Joe Penney • November 14, 2019



AFRICAN QUARTERS

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



Africa News | West Africa

Updated: November 15, 2019

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



November 15, 2019 | 4 | 0

TV5 MONDE

Guinée: les voyants “au rouge” pour les droits humains, dit Amnesty

INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée: les voyants "au rouge" pour les droits humains, dit Amnesty



Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence

INFO

[Accueil](#)[Vidéos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence



LE POINT

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

Le Point Montres Le Point Pop Auto Vin Phébé Services Newsletters f t Q Identifiez-vous Abonnez-vous

MENU **Le Point** Afrique

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

La date des élections législatives fixée, le scénario politique se précise avec à la clé une réforme constitutionnelle partie pour être approuvée par le nouveau Parlement.
Par Le Point Afrique

Modifié le 15/11/2019 à 06:11 - Publié le 14/11/2019 à 11:56 | Le Point.fr



15H45 Algérie : les journalistes s'unissent contre les pressions et la...
 13H20 Comment l'abolition de l'esclavage a légitimé le travail forcé
 13H14 Afrique du Sud : les inégalités entre Blancs et Noirs persistent...
 12H04 Drogba va-t-il prendre la présidence de la Fédération ivoirienne de...
 11H56 Aérien : pourquoi les bureaux d'Air Austral sont sous scellés

Voir toute l'actualité en continu

Suivez facilement l'actualité grâce à nos newsletters

★ EN VENTE ACTUELLEMENT

Enquête Mais que fait vraiment Ségolène Royal ? Carrière d'Encausse La saga franco-russe Placements Ce qu'il faut faire avant 2020

Le Point
 La personnalité

DAKAR ACTU

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Accueil > Texte

Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



Dans la même rubrique :

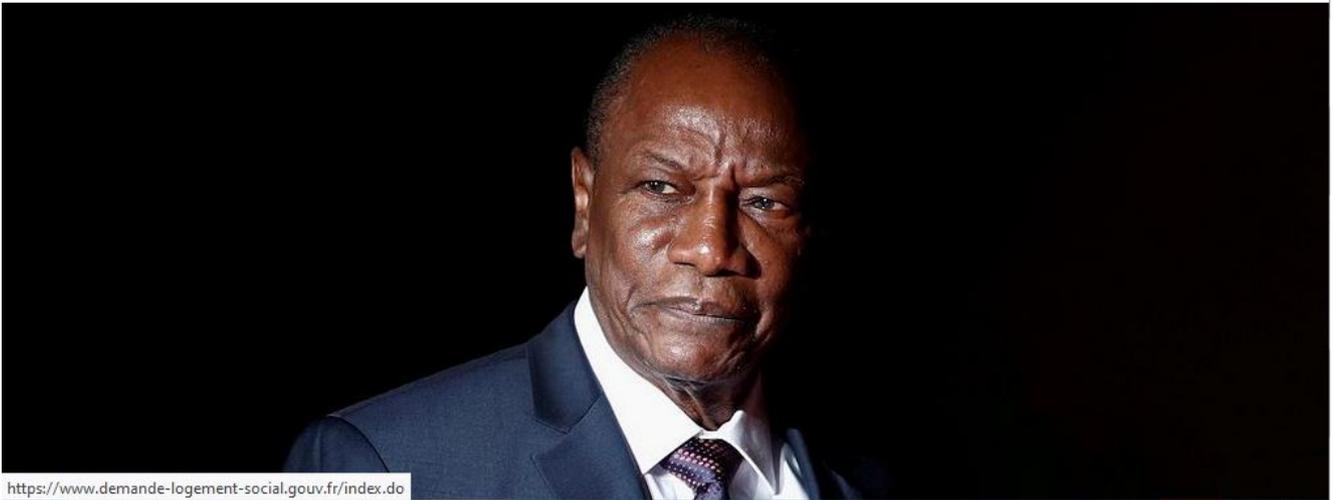
-  Technologie : Awa Ly, une étudiante de l'Esp lauréate d'un concours international sur la programmation en ligne. - 15/11/2019
-  Section de recherches / Trafic de faux billets : Bougazelli toujours attendu. Les journalistes aux aguets ! - 15/11/2019
-  « En Ligne » : Djibril Ba parle des réelles motivations du panel de la CCR. - 15/11/2019
-  Chaffiyou Ibrahim Niass : « L'école niassène, un vivier avec des millions d'élèves répartis sur le Globe » - 15/11/2019
-  (Exclusif) Visée par des sanctions américaines pour avoir travaillé avec l'Iran : une société ayant collaboré avec l'État du Sénégal livre sa part de vérité par la voix de son fondateur - 15/11/2019
-  Quand d'éternels complexés nous dirigent... - 15/11/2019
-  De la mise en garde à vue à la liberté sous convocation : Le Film de l'arrestation du député Bougazelli... - 15/11/2019
-  Modou Diagne Fada au monde rural : « Ne basardez pas vos collectes. Ignorez les rumeurs, nous sommes prêts à rebatir à

AFRICANEWS

Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



<https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index.do>

THE GUARDIAN

President approves February vote in turbulent Guinea



Breaking News: Bayelsa: Appeal court bars INEC from excluding APC, Lyon from poll

Africa

President approves February vote in turbulent Guinea

By AFP

12 November 2019 | 3:15 pm



LIBRE AFRIQUE

Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Conde depuis 2015



La Libre

AFRIQUE

L'actualité africaine. Libre et indépendante.



Accueil République démocratique du Congo Politique Société Sports Culture Economie Par pays Move with Africa



Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015

Plus Lus



PREMIUM TIMES

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

PTCIJ Leaks.NG DUBAWA Elections Hausa Campus Reporters Opinion Play Games About Us Advert Rat

PREMIUM Times

Friday, November 15, 2019 Abuja 33°C

Home News Investigations Business Health Agriculture Arts/Life Sports Projects Financial Inclusion

70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

November 13, 2019 Agency Report

The map shows West Africa with several countries labeled: Senegal, The Gambia, Guinea-Bissau, Guinea, Sierra Leone, Liberia, Cote d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigeria, Benin, Cameroon, Chad, Mali, Burkina Faso, Niger, Central African Republic, South Sudan, and Uganda. The Niger Delta region is highlighted in yellow, and the Gulf of Guinea is labeled at the bottom.

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Dans un rapport qui sera rendu public mercredi et intitulé "Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle", Amnesty International dit avoir dénombré 70 morts depuis 2015.



Auteur Georges Ibrahim Tounkara

[Tous les audios de la médiathèque](#)

Mots-clés [Guinée](#), [Amnesty International](#), [droits de l'Homme](#)

Télécharger [Enregistrer le fichier mp3](#)

[Réagir à l'article](#)

Imprimer [Imprimer cette page](#)

Permalien <https://p.dw.com/p/3Sv2a>



Restez informés avec l'appli DW News !

Recevez des infos indépendantes sur les sujets d'actualité dans le monde, directement sur votre smartphone ou votre tablette.

ÉCOUTEZ-NOUS!

LSI AFRICA

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

POLITIQUE

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Justice Publié le lundi 11 novembre 2019



REUTERS

Guinea president replaces security minister following deadly protests

Guinea president replaces security minister following deadly protests

2 MIN READ



Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo

Guinée. Les voyants au rouge pour les droits humains à l'approche de l'élection présidentielle (Amnesty)

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



- Au moins 70 manifestants et passants tués depuis janvier 2015
- Des journalistes ciblés
- 109 morts en détention

Les autorités guinéennes doivent remédier aux violations des droits

humains qui se multiplient, notamment les homicides de manifestants, les

interdictions de rassemblements pacifiques et la répression des voix

dissidentes, qui risquent de s'aggraver à l'approche de l'élection

présidentielle de 2020, écrit Amnesty International dans un nouveau

rapport publié le 13 novembre 2019.

Intitulé [Guinée. Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle de 2020](#), ce document expose la situation des droits humains qui s'est dégradée entre janvier 2015 et octobre 2019, et dénonce l'homicide de 70 manifestants et passants et d'au moins trois membres des forces de sécurité. Il met en garde contre la montée des tensions politiques, dans un contexte où les craintes sont vives que le président Alpha Condé ne modifie la Constitution pour briguer un troisième mandat.

Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour

les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence. Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Les autorités guinéennes doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser les tensions, protéger les droits humains et sauver des vies avant, pendant et après les prochaines élections. Nous demandons au gouvernement du président Alpha Condé de mettre fin au règne de la peur et de la répression en modifiant la législation relative à l'usage de la force lors de rassemblements publics et en retirant les forces armées militaires des zones de manifestation. »

Amnesty International publie son rapport avant l'Examen périodique universel (EPU) de l'ONU sur la Guinée en janvier 2020. Ce rapport

évalue la situation des droits humains depuis l'EPU de janvier 2015.

Aujourd'hui, la Guinée a aboli la peine de mort, ce qui constitue une avancée notable.

Cependant, dans bien d'autres domaines, les autorités n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements.

Amnesty International a constaté que 70 manifestants et passants ont été tués dans le cadre de manifestations entre janvier 2015 et octobre 2019. Si l'organisation n'a pas pu confirmer les circonstances de tous les décès, les témoignages du personnel médical et de témoins ainsi que le type de munitions utilisées indiquent qu'au moins 59 des victimes semblent avoir été tuées par la police et la gendarmerie. Parmi les victimes, un enfant de sept ans qui, selon des sources médicales, a été touché par une balle perdue en octobre 2015.

En outre, Amnesty International déplore l'homicide d'Amadou Boukariou Baldé, un étudiant battu à mort par des gendarmes déployés pour disperser une manifestation à l'Université de Labé, dans le centre de la Guinée, le 31 mai 2019.

Ce rapport révèle aussi que des centaines de personnes, dont des enfants de seulement quatre ans, ont été blessées par les forces de sécurité qui ont fait usage de balles réelles, de matraques et de gaz

lacrymogènes.

L'une des victimes est Mamadou Hady Barry, 10 ans, touché dans le dos par une balle alors qu'il rentrait chez lui depuis l'école coranique à Conakry, le 13 novembre 2018. Grièvement blessé, il a été pendant plusieurs mois incapable de marcher.

Ces dernières années, le gouvernement a interdit de manière arbitraire de nombreuses manifestations. Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont convoqués, détenus ou arrêtés par la police, uniquement parce qu'ils exercent leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Au moins 60 membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), un groupe pro-démocratie ont été arrêtés depuis le 12 octobre 2019. Un tribunal a condamné cinq de leurs dirigeants à des peines allant jusqu'à un an de prison pour avoir appelé à manifester pacifiquement. Des dizaines de participants ont été condamnés à un an de prison pour avoir assisté à un « rassemblement illégal ».

En outre, le rapport dévoile que les journalistes sont pris pour cibles ou agressés par des membres des forces de sécurité, et que des médias sont suspendus.

À titre d'exemple, Aboubacar Algassimou Diallo, présentateur radio à

Lynx FM, et Souleymane Diallo, administrateur général, ont été convoqués par la police les 19 et 20 août derniers, après avoir diffusé l'interview d'une femme qui accusait le ministre de la Défense de détournement des fonds destinés aux Casques bleus guinéens.

Amnesty International a constaté une surpopulation carcérale généralisée dans les établissements pénitentiaires guinéens. À la prison centrale de Conakry, qui a la capacité d'accueillir 500 prisonniers, 1 468 personnes sont détenues. Au moins 109 personnes sont mortes en détention pendant la période que couvre le rapport.

Ce document recense également des cas de torture et de mauvais traitements, particulièrement en garde à vue – passages à tabac, viols, recours à des positions douloureuses, brûlures et privation de sommeil notamment.

L'impunité continue de régner en Guinée. Les familles de personnes tuées lors des manifestations ont déposé des dizaines de plaintes, parfois en fournissant des informations précises sur les unités des forces de sécurité déployées, notamment des noms et des plaques d'immatriculation.

Pourtant, un seul cas a donné lieu à des poursuites judiciaires. En février 2019, un capitaine de police a été condamné pour l'homicide en 2016 d'un passant lors de manifestations, et ce pour la

première fois

depuis qu'un membre des forces de sécurité avait été déféré à la justice en 2010.

Les poursuites judiciaires concernant l'homicide de plus de 150 manifestants pacifiques et les viols et violences sexuelles infligés à plus de 100 femmes dans le stade de Conakry en 2009, ne progressent guère.

Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire savoir avec force que les violations des droits humains ne seront pas tolérées.

Marie-Evelyne Petrus Barry.

« Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire savoir avec force que les violations des droits humains ne seront pas tolérées », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry.

« Enfin, elles doivent cesser de museler les voix dissidentes. »

[amnesty](#)

La procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 22 janvier 2020



La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Les tensions sont fortes en Guinée après des semaines de manifestations organisées par l'opposition qui soupçonne le président Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandat.

«Suite aux informations faisant état de nombreux épisodes de violence en Guinée au cours des dernières semaines, j'appelle tous les responsables et leurs sympathisants à s'abstenir de la violence et à reprendre le dialogue pour éviter de nouvelles victimes», a déclaré la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda.

«Toute personne qui commet, ordonne, incite, encourage ou

contribue de toute autre manière à commettre des crimes atroces (...) est passible de poursuites par les tribunaux guinéens ou par la CPI», a-t-elle mis en garde dans un communiqué.

Au total, au moins 16 civils et un gendarme ont trouvé la mort au cours de l'intense mouvement de contestation auquel la Guinée – un petit pays pauvre de 13 millions d'habitants – est en proie depuis le 14 octobre à l'instigation du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Des dizaines d'autres personnes ont été blessées, des dizaines arrêtées et jugées.

Le FNDC veut faire barrage au projet prêté au président Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser pour cela la Constitution qui limite actuellement à deux le nombre des mandats présidentiels.

A 81 ans, M. Condé entretient le flou sur ses intentions, mais a entamé en septembre des consultations sur la Constitution. L'opposition accuse de dérive «dictatoriale» l'ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu en 2010, réélu en 2015, après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

La communauté internationale s'inquiète d'une escalade dans un pays coutumier des manifestations et des répressions brutales.

En outre, Mme Bensouda a ajouté que son bureau s'était rendu en Guinée fin octobre pour faire le point sur l'enquête liée au massacre de plus de 150 partisans de l'opposition, il y a

dix ans.

Établie à La Haye, la CPI a ouvert une enquête préliminaire sur le massacre perpétré le 28 septembre 2009 dans l'enceinte du plus grand stade de Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule qui manifestait contre le chef de la junte Moussa Dadis Camara. Plus de 100 femmes ont en outre été violées.

Mme Bensouda s'est déclarée encouragée par des déclarations du ministre guinéen de la Justice, Mohamed Lamine Fofana, au cours de la visite de son équipe, annonçant que le procès des responsables du massacre de 2009 devrait commencer au plus tard en juin 2020.

«Cela fait maintenant plus de dix ans que ces crimes horribles ont eu lieu au stade de Conakry», a déclaré Mme Bensouda. «Les victimes et les communautés qui ont été touchées méritent que justice soit faite», a-t-elle dit.

[La Croix](#)